



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MAI 2019

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	03
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	08
Séance du jeudi et vendredi 04 et 05 avril 2019	09
Séance du jeudi, vendredi et mardi 16, 17 et 21 mai 2019	60

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MAI – 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

SEANCE DU JEUDI ET VENDREDI 04 ET 05 AVRIL 2019

N° 19-66-1 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 20 ET 21 SEPTEMBRE 2018 09

N° 19-66-2 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 30 ET 31 OCTOBRE 2018 11

N° 19-66-3 – PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 28 ET 29 NOVEMBRE 2018 13

N° 19-83-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DU CONTRAT DE PROGRÈS N°15-131-1/03 RELATIVE À L'OPÉRATION DE « TRAVAUX DE LA RÉFECTION DE L'AIRE DE JEU DE LA CITÉ FONDS D'OR - VILLE DU MARIGOT » 15

N° 19-91-1 – PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX 3 PROJETS (MADIN'BIOSEM, RESYMAR, MADIN'RUM) PORTÉS PAR LE RÉSEAU D'INNOVATION ET DE TRANSFERT AGRICOLE (RITA) DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJET FEADER 161-2017-02 17

N° 19-92-1 – PORTANT REPORT DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE À LA SOCIÉTÉ POUR L'ÉTUDE, LA PROTECTION ET L'AMÉNAGEMENT DE LA NATURE À LA MARTINIQUE (SEPANMAR) POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME 2018 DE SUIVI DES CÉTACÉS SUR LA CAMPAGNE 2019 19

N° 19-96-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE AU TITRE DE L'ANNÉE 2018-2019 21

N° 19-96-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE AU TITRE DE L'ANNÉE 2018-2019 23

N° 19-102-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR L'ORGANISATION DE LA 34ÈME ÉDITION DU SEMI-MARATHON INTERNATIONAL 25

N° 19-103-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CLUB BOULISTE DE SAINT-PIERRE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2018-2019 27

N° 19-104-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2018-2019 29

N° 19-106-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ORDONNANCE N°2018-937 DU 30 OCTOBRE 2018 VISANT À FACILITER LA RÉALISATION DE PROJETS DE CONSTRUCTION ET À FAVORISER L'INNOVATION 31

N° 19-107-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX CONDITIONS DE NOMINATION ET D'EXERCICE DE LA PROFESSION DE GREFFIER DE TRIBUNAL DE COMMERCE 33

N° 19-109-1 – PORTANT AVIS SUR LE DÉCRET N°2018-1159 DU 14 DÉCEMBRE 2018 PRIS POUR L'APPLICATION DE LA LOI N° 2018-778 DU 10 SEPTEMBRE 2018 POUR UNE IMMIGRATION MAÎTRISÉE, UN DROIT D'ASILE EFFECTIF ET UNE INTÉGRATION RÉUSSIE ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES À LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE AU TRAITEMENT DE LA DEMANDE D'ASILE 35

N° 19-111-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES DOCUMENTS D'URBANISME 39

N° 19-127-1 – PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-529-5 DU 20 DÉCEMBRE 2018 ET ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS HABITATION PECOUL- PLANTATION DE CANNES (7,78 HA) ET BANANES (23,32 HA) ET ACQUISITIONS AGRICOLES- LANCEMENT DE L'ACTIVITÉ CACAO (6,42 HA) EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970238» 39

N° 19-131-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES CLUBS DES AÎNÉS DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2019 42

N° 19-132-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AMDOR 2000 POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2018 44

N° 19-134-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE TRINITÉ POUR L'ACQUISITION D'UN VÉHICULE UTILITAIRE POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA FAMILLE ET DE LA PARENTALITÉ (MFP) 46

N° 19-135-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOCIÉTÉ SAINT VINCENT DE PAUL- CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARTINIQUE - CD 972- SSVP POUR L'ÉQUIPEMENT D'UNE CUISINE PÉDAGOGIQUE 48

N° 19-139-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES SOURDS DE LA MARTINIQUE « SOURDS MATINIK »POUR L'ORGANISATION D'UN FESTIVAL EN DÉCEMBRE 2018 50

N° 19-140-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES VICTIMES DE LA CATASTROPHE AÉRIENNE DU 16 AOÛT 2005 (AVCA) POUR LA POURSUITE DE SES ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019 52

N° 19-142-1 – PORTANT APPROBATION DES PERSPECTIVES D'INTERVENTION DU FRAFU ET DES MOYENS FINANCIERS 54

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MAI – 2019

N° 19-143-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT SOCIAL (ALS) AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

56

N° 19-144-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS

58

SEANCE DU JEUDI, VENDREDI ET MARDI 16, 17 ET 21 MAI 2019

N° 19-146-1 – PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE DE RESTAURATION ET D'HÉBERGEMENT AU COLLÈGE LOUIS DELGRES SIS À SAINT-PIERRE

60

N° 19-147-1 – PORTANT MISE EN PLACE DE L'OPÉRATION "ACCÈS AUX RESSOURCES ET SITES CULTURELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE PAR DES COLLÉGIENS ET DES LYCÉENS DES CLASSES DE SECONDE "

62

N° 19-148-1 – PORTANT ANNULATION D'UNE CRÉANCE NÉE DE PRÊTS ÉTUDIANTS AU BÉNÉFICE DE MADAME

64

N° 19-149-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 28 FÉVRIER 2019 AU 31 MARS 2019

66

N° 19-150-1 – PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DANS LE CADRE DU PROJET « NUMÉRIQUE AUX MUSÉES » - VOLET UNION EUROPÉENNE

68

N° 19-151-1 – PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER DANS LE CADRE DE LA MUSÉOGRAPHIE ET DE LA SCÉNOGRAPHIE DU MUSÉE DU PÈRE PINCHON - VOLET UNION EUROPEENNE

70

N° 19-152-1 – PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER DANS LE CADRE DE LA RÉNOVATION ET DE LA MISE EN VALEUR DU CENTRE CULTUREL DE GRADIS À BASSE-POINTE - VOLET UNION EUROPÉENNE

72

N° 19-153-1 – PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER POUR L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT, DE SÉCURISATION ET DE VALORISATION DU DOMAINE DE FOND SAINT-JACQUES - VOLET UNION EUROPÉENNE

75

N° 19-154-1 – CRÉATION DU MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MARTINIQUE

78

N° 19-155-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE (EPCC) « TROPIQUES ATRIUM » POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2019

80

N° 19-156-1 – PORTANT FIXATION DU PRIX DE VENTE DES PROCHAINS « CAHIERS DU PATRIMOINE » DANS LE CADRE DU MARCHÉ 2019-MSDMDS 0113 POUR LES ANNÉES 2019 À 2021

82

N° 19-157-1 – PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40% D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 326 740,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS PLS SITUÉS SUR LE BOULEVARD DU GÉNÉRAL DE GAULLE À FORT-DE-FRANCE

84

N° 19-158-1 – PORTANT GARANTIE COMPLÉMENTAIRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 100% D'UN PRÊT DE HAUT DE BILAN BONIFIÉ D'UN MONTANT TOTAL DE 1 220 252,00 € DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT PARASISMIQUE DU PARC ANCIEN DE LOGEMENTS SOCIAUX

114

N° 19-159-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SARL TI-FONDS POUR LA PLANTATION DE VITROPLANTS (21,32 HA RAMENÉS À 12,46 HA) AVEC DRAINAGE DES PARCELLES ET AMÉNAGEMENT DE L'ACCÈS AUX PARCELLES (2017-2018) - RMAR040116DA0970326

142

N° 19-160-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS NOUVELLE CITÉ POUR LA PLANTATION DE BANANES (28,66 HA RAMENÉS À 24,35 HA), MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES DE LA SAS NOUVELLE CITÉ EN 2016 ET 2017 - RMAR040119DA0970011

145

N° 19-161-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « THE CUBE SARL » POUR L'AIDE À L'INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION « CRÉATION D'UN POINT DE VENTE DE RESTAURATION BÉNÉFICIAIRE D'UNE STRUCTURE ARCHITECTURALE INNOVANTE (CUBE DE VERRE) SUR LA PLAGE DE SCHOELCHER - RMAR190219GA3340002 »

148

N° 19-162-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS CAFÉIÈRE POUR LA PLANTATION DE BANANES (20,78 HA), MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES DE LA SAS CAFÉIÈRE EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970210

151

N° 19-163-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE POUR LA CONSTRUCTION D'UN HANGAR AGRICOLE (2016-2017) RMAR040116DA0970325

154

N° 19-165-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS HABITATION PÉCOUL POUR L'INSTALLATION D'UN CENTRE PHOTOVOLTAÏQUE SUR L'HABITATION PÉCOULRMAR040118DA0970114 »

157

N° 19-166-1 – PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°19-124-1 DU 5 AVRIL 2019 ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SCEA MASSY BE POUR LA MODERNISATION ET L'AMÉLIORATION D'UNE UNITÉ D'ÉLEVAGE - RMAR040117DA0970124 »

160

N° 19-167-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISÉE (ASA) « ASA PLANTEURS BASSE-POINTE ET MACOUBA, POUR L'OPTIMISATION D'UNE RESSOURCE EN EAU ET LA RÉHABILITATION DU RÉSEAU DES SECTEURS FALAISE ET POCQUET - RMAR040318DA0970008 »

162

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MAI – 2019

N° 19-168-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISÉE (ASA) « ASA PLANTEURS BASSE-POINTE ET MACOUBA, POUR L'OPTIMISATION D'UNE RESSOURCE EN EAU SUR LES BASSINS DES SECTEURS DE LA RIVIÈRE ROCHE ET RIVIÈRE MACOUBA - RMAR040318DA0970007 »

165

N° 19-169-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) - INFRASTRUCTURES DE TRÈS HAUT DÉBIT MARTINIQUE -MQ0007276 »

168

N° 19-171-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À RC SPORT CENTER POUR LA « CRÉATION D'UN CENTRE DE LOISIRS ET D'UN RESTAURANT - MQ0020815 »

171

N° 19-172-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-265-1 DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU « GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE (GPMLM) - EXTENSION DE LA POINTE DES GRIVES QUAI PRINCIPAL – N° MQ0008973 »

174

N° 19-173-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM) POUR LA CONSTRUCTION D'UNE PÉPINIÈRE AGRO – TRANSFORMATION - MQ0020306 »

177

N° 19-174-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE (CAESM) POUR L'EXTENSION DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES AU BOURG DE RIVIÈRE-PILOTE - TRANCHE 2- MQ0003503 »

180

N° 19-175-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNE DES TROIS-ILETS POUR LA SIGNALÉTIQUE TOURISTIQUE DE LA VILLE DES TROIS-ILETS - MQ0010655 »

183

N° 19-176-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNE DE TRINITÉ - CONSTRUCTION DE L'ÉCOLE PARASISMIQUE DE BEAUSÉJOUR N° SYNERGIE MQ0018489 »

186

N° 19-177-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNE DE SCHOELCHER POUR UNE DIGUE DE PROTECTION EN MER À FOND DE LAHAYE - MQ0017976 »

189

N° 19-178-1 – PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À « L'ASSOCIATION SOLIDARITÉS LAMENTINOISES- ACI NONM DOUBOUT- LA TERRE AU SERVICE DES HOMMES : LES MARAÎCHERS SOLIDAIRES DE PROXIMITÉ 2 - N°MDFSE 201803899 »

192

N° 19-180-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FOND-SAINT-DENIS, PAR RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC (EX ACRC) DES OPÉRATIONS «TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU GÎTE D'ÉTAPE ET DE SÉJOUR» ET « COUVERTURE DU TERRAIN MULTISPORT », VERS L'OPÉRATION DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'ÉGLISE

194

N° 19-180-2 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA VILLE DE FONDS-SAINT-DENIS POUR LA RÉHABILITATION DE L'ÉGLISE

196

N° 19-181-1 – PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE N°16-478-1 DU 16 DÉCEMBRE 2016 RELATIVE AU MANDAT DONNÉ AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE, POUR LEVER LA DÉCHÉANCE QUI AFFECTE LES OPÉRATIONS DE L'EX AIDE RÉGIONALE AUX POLITIQUES D'ÉQUIPEMENT LOCAL (ARPEL), DE L'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES (ACRC) ET OPÉRATIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL (OIR)

198

N° 19-182-1 – PORTANT CRÉATION DU PROGRAMME TERRITORIAL DE PRÉSERVATION ET DE VALORISATION DE LA BIODIVERSITÉ MARTINICAISE AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, L'ÉTAT, L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ ET LE PARC NATUREL DE LA MARTINIQUE

200

N° 19-183-1 – PORTANT CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE TERRITORIAL DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGETIQUE DE MARTINIQUE (OTTEE)

208

N° 19-184-1 – PORTANT APPROBATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU VOLET 2 DE LA PROCÉDURE DE MISE EN VALEUR DES TERRES INCULTES DANS LES COMMUNES DU PRÊCHEUR, DU MORNE-ROUGE ET DE RIVIÈRE-SALÉE

210

N° 19-185-1 – PORTANT CLASSEMENT DU SITE DE DÉBARQUEMENT DE TROIS-RIVIÈRES EN AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTÉRÊT TERRITORIAL (APIT) COMMUNE DE SAINTE-LUCE

212

N° 19-186-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2019

214

N° 19-187-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES SOCIÉTÉS MARTINICAISES DES SPORTS ATHLÉTIQUES (USMSA) AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

216

N° 19-188-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2018-2019

218

N° 19-189-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION WNS RACING À TITRE DE CONTRIBUTION POUR L'ORGANISATION DE LA 4^{ème} ÉDITION DU MARTINIQUE RALLYE TOUR

220

N° 19-190-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CARAÏBE SURF PROJECT À TITRE DE CONTRIBUTION POUR L'ORGANISATION DE LA MARTINIQUE SURF PRO 2019

222

N° 19-191-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION JET ATTITU'D À TITRE DE CONTRIBUTION POUR L'ORGANISATION DE LA 10^{ème} ÉDITION DE LA MARTINIQUE CUP

224

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MAI – 2019

N° 19-192-1 – PORTANT CESSION D'ACTIONS SOCIALES DETENUES AU SEIN DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SPL) MARTINIQUE AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT AU PROFIT DE 11 COMMUNES

226

N° 19-192-2 – PORTANT DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DES INSTANCES DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SPL) « MARTINIQUE AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT »

228

N° 19-193-1 – PORTANT PRÉCISION DES MODALITÉS D'ATIRIBUTION AUX ASSISTANTS FAMILIAUX DE MAJORATIONS DE RÉMUNÉRATION POUR SUJÉTIONS EXCEPTIONNELLES

230

N° 19-194-1 – PORTANT MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE DE LA MODERNISATION DU DISPOSITIF D'ACCUEIL FAMILIAL POUR PERSONNES AGEES OU ADULTES HANDICAPES

233

N° 19-195-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES DU CENTRE EMMA VENTURA, ANNEXE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE

237

N° 19-196-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE « EXPOSITION AUX PESTICIDES ET EXPRESSION CLINIQUE DU PARKINSON AUX ANTILLES FRANCAISES - PAROX »

239

N° 19-197-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA PROMOTION DE LA RECHERCHE EN ONCOLOGIE ET MÉDECINE NUCLÉAIRE (AMPROM) POUR L'ORGANISATION DE LA 2ÈME ÉDITION DU COLLOQUE CARIBÉEN SUR LE CANCER DE LA THYROÏDE EN MARS 2019

241

N° 19-198-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA RECHERCHE ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN CANCÉROLOGIE (AMREC) POUR LE FONCTIONNEMENT DU REGISTRE DES CANCERS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

243

N° 19-199-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES CENTRES MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUES (ACMPP) POUR L'ORGANISATION DU 18ÈME CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE FORMATION ET DE RECHERCHE EN EDUCATION FAMILIALE (AIFREF) EN MARTINIQUE EN MAI 2019

245

N° 19-200-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ÉTABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES « TERREVILLAGE- GEORGES VATON » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « OZANAM ALZHEIMER »

247

N° 19-201-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION FÉDÉRATION MARTINICAISE DE FOYERS RURAUX (FMFR) POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

249

N° 19-202-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU GROS-MORNE POUR LA PREMIÈRE ÉDITION DES ASSISES DE LA VIE ASSOCIATIVE DE LA MARTINIQUE EN MARS 2019

251

N° 19-203-1 – PORTANT LEVÉE DE LA DÉCHÉANCE QUADRIENNALE AFFECTANT L'AIDE À LA CONSTRUCTION DURABLE (ACD) ALLOUÉE À MADAME FLAVIEN BERNADETTE LEBON

253

N° 19-204-1 – PORTANT REJET DE LA PROPOSITION D'ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, AU COMITÉ NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)

255

N° 19-205-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM) 2019 ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ÉTAT RELATIVE À LA MOBILISATION D'AIDES AUX POSTES EN FAVEUR DE L'INSERTION DES BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA) DANS LE SECTEUR NON MARCHAND

257

N° 19-206-1 – PORTANT ADOPTION DU PACTE TERRITORIAL D'INVESTISSEMENT DANS LES COMPÉTENCES ENTRE L'ÉTAT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE 2019-2022

268

N° 19-207-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION A L'ASSOCIATION POUR LA FORMATION, LE DEVELOPPEMENT ET L'INSERTION DES JEUNES- ECOLE DE LA 2ÈME CHANCE SUD (AFDIJ - E2C SUD) DE MARTINIQUE POUR LA REALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITES POUR L'EXERCICE 2019

270

N° 19-207-2 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE DOTATION A L'ECOLE DE LA 2EME CHANCE (E2C) CENTRE MARTINIQUE POUR LA REALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITES POUR L'EXERCICE 2019

272

N° 19-208-1 – PORTANT ATRIBUTION D'UNE DOTATION A POLE EMPLOI POUR LE DEVELOPPEMENT PARTAGE ET RENFORCE DE LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

274

N° 19-209-1 – PORTANT ATRIBUTION DE DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT AU REGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTE DE MARTINIQUE (RSMAM) AU TITRE DE L'EXERCICE 2019 POUR LA FORMATION DES STAGIAIRES

276

N° 19-210-1 – PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ECOLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AQUACOLE (EFPMA) AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

278

N° 19-211-1 – PORTANT RETRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE N° CP/1375-04 DU 16 DECEMBRE 2004 ET N° CP/1044-15 DU 19 NOVEMBRE 2015 RELATIVES À LA MISE À DISPOSITION DE L'IMMEUBLE « ANCIEN PALAIS DE JUSTICE » RÉSILIATION DE LA CONVENTION DU 11 FEVRIER 2005 ABANDON DU PRINCIPE DE CESSION

280

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MAI – 2019

N° 19-212-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LE GROUPEMENT ANTILLES PROTECTION SARL/ANTILLES TELESURVEILLANCE SARL/ANTILLES INTERVENTION SARL ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE RELATIVE À DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE DES LOCAUX DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

282

N° 19-213-1 – PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE AQUADOM INGENIERIE POUR DES PRESTATIONS RÉALISÉES

284

N° 19-214-1 – PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1er JANVIER 2019 AU 25 AVRIL 2019

286

N° 19-216-1 – MOTION DES ELUS DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE RELATIVE À LA CONSULTATION POUR L'ADOPTION D'UN DRAPEAU ET D'UN HYMNE MARTINICAIS

288



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-66-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-66-1

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 20 ET 21 SEPTEMBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 20 et 21 septembre 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-66-2-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-66-2

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 30 ET 31 OCTOBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 30 et 31 octobre 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISÉ




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-66-3-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-66-3

PORTANT APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE DES 28 ET 29 NOVEMBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvé le procès-verbal de la séance de l'Assemblée de Martinique des 28 et 29 novembre 2018, sous réserve de la prise en compte des observations formulées.


ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-83-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2019
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 6 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-83-1

PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION DU CONTRAT DE PROGRÈS N°15-131-1/03 RELATIVE À L'OPÉRATION DE « TRAVAUX DE LA RÉFECTION DE L'AIRE DE JEU DE LA CITÉ FONDS D'OR - VILLE DU MARIGOT »

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération CR n°05-2009 du 15 décembre 2005 portant reconduction du programme d'aide du Conseil régional aux communes pour les années 2005-2006-2007 ;
Vu la délibération CR n°14-1734-1 du 25 novembre 2014 portant mise en place d'un Contrat de Progrès avec les communes pour la période 2014-2017 ;
Vu la délibération CR n°15-131-1 du 3 février 2015 portant attribution d'une subvention à la Ville du Marigot pour les travaux de la réfection de l'aire de jeux de la cité Fonds d'Or ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la convention du Contrat de Progrès n°15-131-1/03 signée le 3 août 2018, passée avec la Ville du Marigot pour l'opération de « Travaux de la réfection de l'aire de jeux de la cité Fonds d'Or » ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, Economie bleue (Plaisance, Métiers de la mer), Croissance verte (agriculture...), Transports, et des Sports ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Equipement, Réseaux numériques le 29 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification de l'article 4 alinéa 2 « ENGAGEMENT DES PARTIES », de la convention du Contrat de Progrès n°15-131-1/03, passée avec la Ville du Marigot pour l'opération de « Travaux de la réfection de l'aire de jeux de la cité Fonds d'Or », comme suit :

« - un acompte de 50 % soit 82 998,00 € lorsque la convention passée entre la Ville et la Collectivité Territoriale de Martinique sera rendue exécutoire ».

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-91-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-91-1

PORTANT PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE AUX 3 PROJETS (MADIN'BIOSEM, RESYMAR, MADIN'RUM) PORTÉS PAR LE RÉSEAU D'INNOVATION ET DE TRANSFERT AGRICOLE (RITA) DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJET FEADER 161-2017-02

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, Economie bleue (plaisance, métiers de la mer), Croissance verte (agriculture...), Transports, Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires européennes et Coopération le 1^{er} avril 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 1^{er} avril 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la participation de la Collectivité Territoriale de Martinique, à travers son Service d'Expérimentations en Agroécologie (SEA), aux trois projets portés par le Réseau d'Innovation et de Transfert Agricole (RITA), dans le cadre de l'appel à projet FEADER 161-2017-02.

Les trois projets sont :

- Madin'BioSem : vers une production de semences bio à la Martinique
- ReSyMar : Résilience des systèmes de cultures maraîchères
- Madin'Rum : Innovations et transfert pour la rationalisation des pratiques d'élevage de ruminants en Martinique.

ARTICLE 2 : Est approuvée la mise à disposition, de parcelles, du matériel et du personnel, nécessaires à la mise en œuvre des projets.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190404-19-92-1-DE
Date de télétransmission : 29/07/2019
Date de réception préfecture : 29/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-92-1

PORTANT REPORT DE LA SUBVENTION ATTRIBUÉE À LA SOCIÉTÉ POUR L'ÉTUDE, LA PROTECTION ET L'AMÉNAGEMENT DE LA NATURE À LA MARTINIQUE (SEPANMAR) POUR LA RÉALISATION DU PROGRAMME 2018 DE SUIVI DES CÉTACÉS SUR LA CAMPAGNE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le quatre avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Lucie LEBRAVE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Eugène LARCHER, Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Karine MOUSSEAU (procuration à Yan MONPLAISIR), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), David ZOBDA (procuration à Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-162-1 du 05 juin 2018 portant attribution d'une subvention à la SEPANMAR pour la réalisation de son programme 2016 de suivi des cétacés «PELAGOS 972» sur son programme 2018 ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer), Croissance verte (Agriculture...), Transports, et des Sports ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est approuvé, le report de la subvention attribuée à la Société pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature à la Martinique (SEPANMAR), par délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-162-1 du 5 juin 2018, pour la réalisation du programme de suivi des cétacés en 2018, sur la campagne de 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 937-78 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-96-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-96-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE AU TITRE DE L'ANNÉE 2018-2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept mille euros (7 000 €) à Monsieur , pour la réalisation de sa saison sportive de cyclisme 2018-2019.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-96-2-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-96-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE AU TITRE DE L'ANNÉE 2018-2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de sept mille euros (7 000 €) à Monsieur , pour la réalisation de sa saison sportive de cyclisme 2018-2019.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-102-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **1 AOUT 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-102-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR L'ORGANISATION DE LA 34^{ÈME} ÉDITION DU SEMI-MARATHON INTERNATIONAL

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) à la Ville de Fort-de-France, pour l'organisation de la 34^{ÈME} édition du semi-marathon international (édition 2018).

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation du bilan financier certifié justifiant de la réalisation de l'action.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-103-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : -- 1 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-103-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CLUB BOULISTE DE SAINT-PIERRE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2018-2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée au Club Bouliste de Saint-Pierre (C.B.S.P.) une subvention d'un montant de trente mille euros (30 000 €) pour la réalisation de son programme d'actions 2018-2019.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités définies par convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-104-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 26 IIIII. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-104-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À MONSIEUR POUR LA RÉALISATION DE SA SAISON SPORTIVE 2018-2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de huit mille euros (8 000 €) à Monsieur , pour la réalisation de sa saison sportive 2018-2019 de basket-ball, au centre de formation « Moravian Prep » en Caroline du Nord.

ARTICLE 2 : La somme mentionnée à l'article 1 est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon les modalités suivantes :

- 70 % dès que la délibération est exécutoire,
- le solde, sur présentation des justificatifs de dépenses correspondants.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, moins 3 abstentions et 6 élus ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-106-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 1 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-106-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX CONDITIONS D'APPLICATION DE L'ORDONNANCE N° 2018-937 DU 30 OCTOBRE 2018 VISANT À FACILITER LA RÉALISATION DE PROJETS DE CONSTRUCTION ET À FAVORISER L'INNOVATION

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 17 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission des Affaires juridiques et des Textes le 29 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 29 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication au Journal Officiel de la République Française du décret n° 2019-184 du 11 mars 2019 relatif aux conditions d'application de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation.

Les membres de l'Assemblée s'interrogent toutefois sur :

- les conditions de mise en œuvre des orientations contenues dans le texte en cas de catastrophes, d'incendies, ou de phénomènes liés au changement climatique ;
- les éventuels surcoûts ;
- la nécessité d'adapter les contrôles aux réalités martiniquaises ;
- le risque que les compagnies d'assurance ne délivrent pas une police dommage-ouvrage au motif qu'il y aurait à déroger aux dispositions constructives.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-107-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2019
Date de réception préfecture : 30/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

30 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-107-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DECRET RELATIF AUX CONDITIONS DE NOMINATION ET D'EXERCICE DE LA PROFESSION DE GREFFIER DE TRIBUNAL DE COMMERCE

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 22 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication au Journal Officiel de la République Française (JORF) du décret n° 2019-162 du 5 mars 2019 relatif aux conditions de nomination et d'exercice de la profession de greffier de tribunal de commerce.

Les membres de l'Assemblée soulignent des avancées avec l'évolution vers le numérique. Les facilités étant liées au renforcement de la télé-procédure, cela devrait permettre l'accélération des procédures.

Ils notent néanmoins des dysfonctionnements tant au niveau de l'info-greffe, qu'au niveau des délais jugés longs, d'obtention des extraits Kbis.

L'Assemblée rappelle également les positions émises par le Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce dans son avis du 26 octobre 2018 soulignant que :

- certaines personnes, justifiant d'une expérience suffisante au sein d'un greffe de tribunal de commerce ou ayant exercé en tant que professionnel du droit, n'ont pas la possibilité de dispense de concours. Cette dispense pourrait être ouverte aux professionnels du droit (magistrats, avocats, huissiers....) pour répondre à l'objectif d'ouverture de la profession prônée par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques ;
- les dispositions transitoires du décret n° 2017-893 du 6 mai 2017 relatif aux conditions d'accès à la profession de greffier au tribunal de commerce a prévu la possibilité pour les personnes ayant réussi l'ancien examen d'aptitude, d'être nommées greffier de tribunal de commerce, sans avoir passé le concours, ni validé le stage, pendant une durée de cinq ans. Sous le régime précédent, des personnes avaient été dispensées de l'examen par décision du procureur général près de la cour d'appel, ces personnes ayant perdu le bénéfice de la dispense alors même qu'il avait été estimé qu'elles disposaient des compétences pour être aptes à la profession, de la même façon que les personnes ayant réussi au concours.

Enfin, elle déplore que la réforme qui avait consisté à déléguer la gestion des registres de commerce et des sociétés aux chambres de commerce et d'industrie dans les départements d'outre-mer, n'ait pu aboutir.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 42 voix pour, 1 voix contre et 1 élu ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-109-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2019
Date de réception préfecture : 30/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-109-1

PORTANT AVIS SUR LE DECRET N°2018-1159 DU 14 DECEMBRE 2018 PRIS POUR L'APPLICATION DE LA LOI N° 2018-778 DU 10 SEPTEMBRE 2018 POUR UNE IMMIGRATION MAÎTRISÉE, UN DROIT D'ASILE EFFECTIF ET UNE INTÉGRATION REUSSIE ET PORTANT DIVERSES DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE AU TRAITEMENT DE LA DEMANDE D'ASILE

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 17 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 22 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication au Journal Officiel de la République Française (JORF) du décret n° 2018-1159 du 14 décembre 2018 pris pour l'application de la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie et portant diverses dispositions relatives à la lutte contre l'immigration irrégulière et au traitement de la demande d'asile.

L'Assemblée souhaite toutefois qu'il y ait une réflexion notamment sur :

- la chute de la démographie et du vieillissement de la population ;
- l'importance de l'accueil des voisins de la Caraïbe ;
- l'adaptation aux réalités locales ;
- la nécessité d'une institution gérée par des élus permettant aux communes et à la Collectivité Territoriale de Martinique, d'exprimer leur avis en matière d'immigration notamment pour appréhender la problématique des enfants.

Elle s'interroge également sur les critères qui garantissent le droit d'entrée sur le territoire, et souhaite promouvoir l'immigration caribéenne.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 13 voix pour, 25 abstentions, 2 voix contre et 1 élu ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-111-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 1 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-111-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DES DOCUMENTS D'URBANISME

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le conseil économique, social et environnemental, de la culture et de l'éducation de la Martinique le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission des affaires juridiques et des textes le 30 novembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques, le 1^{er} avril 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

Elle émet tout de même les réserves suivantes :

- Elle approuve la nécessité de prendre en compte l'aspect environnemental tant au plan de la biodiversité que du changement climatique.
- Cependant, elle aurait souhaité que la démarche soit davantage entreprise dans une logique de développement durable, avec une vision globale intégrant également l'humain et les dimensions sociales et économiques.
- De plus, la mise en œuvre du texte risquerait d'allonger les délais d'élaboration des documents d'urbanisme. Elle impliquerait davantage d'expertise des collectivités en charge de leur élaboration, ce qui nécessiterait un accompagnement de celles-ci et les moyens financiers y afférents.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés moins 1 abstention et 1 élu ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-127-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 1 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-127-1

PORTANT ANNULATION DE LA DÉLIBÉRATION N°18-529-5 DU 20 DÉCEMBRE 2018 ET ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À LA «SAS HABITATION PECOUL - PLANTATION DE CANNES (7,78 HA) ET BANANES (23,32 HA) ET ACQUISITIONS AGRICOLES - LANCEMENT DE L'ACTIVITÉ CACAO (6,42 HA) EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970238»

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, notamment son article 3 ;
Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment son article 78 ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer, notamment ses articles 39 et suivants ;
Vu l'ordonnance n°2012-1397 du 13 septembre 2012 déterminant les règles budgétaires, financières et comptables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique et ses décrets d'application ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-529-5 du 20 décembre 2018 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 à la «SARL HABITATION PÉCOUL - Plantation de cannes (7,78 ha) et bananes (23,32 ha) et acquisitions agricoles - Lancement de l'activité cacao (6,42 ha) en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970238» ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 1^{er} juin 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 30 novembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE Conseiller exécutif, en charge des Affaires financières et budgétaires, Octroi de mer, Fiscalité, Fonds européens et questions européennes, Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée Martinique;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-529-5 du 20 décembre 2018 portant octroi d'une aide européenne dans le cadre du PDRM 2014-2020 à la «SARL HABITATION PÉCOUL - Plantation de cannes (7,78 ha) et bananes (23,32 ha) et acquisitions agricoles - Lancement de l'activité cacao (6,42 ha) en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970238» est annulée.

ARTICLE 2 : Une aide publique FEADER s'élevant à deux cent dix-huit mille trois cent trente-deux euros quarante-sept centimes (218 332,47 €), soit 50,74% du coût total prévisionnel éligible de 430 321,10 €, est attribuée à la « SAS HABITATION PÉCOUL - Plantation de cannes (7,78 ha) et bananes (23,32 ha) et acquisitions agricoles - Lancement de l'activité cacao (6,42 ha) en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970238 ».

ARTICLE 3 : Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de trente-huit mille cinq-cent-vint-neuf euros vingt-sept centimes (38 529,27 €), est attribuée à la « SAS HABITATION PÉCOUL - Plantation de cannes (7,78 ha) et bananes (23,32 ha) et acquisitions agricoles - Lancement de l'activité cacao (6,42 ha) en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970238 ».

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-131-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-131-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES CLUBS DES AINÉS DE LA VILLE DE FORT-DE-FRANCE POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2017-2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cinquante-trois mille euros (53 000,00 €) à l'association des Clubs des Aînés de la ville de Fort-de-France, pour la réalisation de son programme d'actions au titre des exercices 2017, 2018 et 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-132-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-132-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION AMDOR 2000 POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS, AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) à l'association AMDOR 2000, pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-134-1-DE
Date de télétransmission : 29/07/2019
Date de réception préfecture : 29/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 7 9 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-134-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LA VILLE DE TRINITÉ POUR L'ACQUISITION D'UN VÉHICULE UTILITAIRE POUR LE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA FAMILLE ET DE LA PARENTALITÉ (MFP)

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 1^{er} avril 2019 ;

Considérant que Madame Patricia TELLE, élue au conseil municipal de la Ville de Trinité, n'a pas pris part au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de quinze mille six cents euros (15 600 €) au centre communal d'action sociale (CCAS) de Trinité, pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire, pour le fonctionnement de la Maison de la Famille et de la Parentalité (MFP).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée comme suit :

- 60% dès que la présente délibération est rendue exécutoire,
- Le solde sur présentation de la facture acquittée.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-135-1-DE
Date de télétransmission : 29/07/2019
Date de réception préfecture : 29/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-135-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION SOCIÉTÉ SAINT VINCENT DE PAUL - CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARTINIQUE - CD 972 - SSVF - POUR L'ÉQUIPEMENT D'UNE CUISINE PÉDAGOGIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de dix mille euros (10 000,00 €) à l'association Société Saint Vincent de Paul - Conseil Départemental de la Martinique - CD 972 – SSVp, pour l'équipement d'une cuisine pédagogique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-139-1-DE
Date de télétransmission : 29/07/2019
Date de réception préfecture : 29/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUL, 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-139-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES SOURDS DE LA MARTINIQUE « SOURDS MATINIK » POUR L'ORGANISATION D'UN FESTIVAL EN DÉCEMBRE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;



ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de dix mille euros (10 000 €) à l'association des Sourds de la Martinique « Sourds Matinik », pour l'organisation d'un festival intitulé « 30 ans de la culture sourde », qui s'est déroulé en décembre 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique. Elle est versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier du festival datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-140-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL, 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-140-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES VICTIMES DE LA CATASTROPHE AÉRIENNE DU 16 AOÛT 2005 (AVCA) POUR LA POURSUITE DE SES ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de cinquante mille euros (50 000 €) à l'Association des Victimes de la Catastrophe Aérienne du 16 août 2005 (AVCA), pour la poursuite de ses actions au titre de l'exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées par convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-142-1-DE
Date de télétransmission : 02/08/2019
Date de réception préfecture : 02/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 2 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-142-1

PORTANT APPROBATION DES PERSPECTIVES D'INTERVENTION DU FRAFU ET DES MOYENS FINANCIERS

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 26 mars 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat le 28 mars 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont approuvées les propositions d'évolution du FRAFU issues de l'étude « bilan, évaluation et perspectives » en termes de mesures et de gouvernance.

ARTICLE 2 : Est autorisée l'écriture d'un nouveau protocole sur la base des orientations proposées et dans le cadre de la mise en place d'une concertation avec les nouveaux partenaires pressentis.

ARTICLE 3 : Est validé le principe de mise en place d'une autorisation de programme pour le FRAFU, d'un montant de dix-huit millions d'euros (18 000 000 €) sur la période 2019-2021, qui est liée au contrat de plan État-CTM, selon la répartition suivante :

- 2019 : dix millions d'euros (10 000 000 €) en crédits d'engagement, avec une ouverture de crédits de paiement de six millions d'euros (6 000 000 €) ;
- 2020 : cinq millions d'euros (5 000 000 €) en crédits d'engagement, avec une ouverture de crédits de paiement de six millions d'euros (6 000 000 €) ;
- 2021 : trois millions d'euros (3 000 000 €) en crédits d'engagement, avec une ouverture de crédits de paiement de six millions d'euros (6 000 000 €).

ARTICLE 4 : La dépense correspondant aux liquidations sur l'exercice 2018 est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente décision.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-143-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-143-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT SOCIAL (ALS) AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-187-1 du 06 juin 2018 portant définition du cadre d'intervention de la Collectivité Territoriale de Martinique dans l'habitat et le logement social ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé et des Solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme, le 26 mars 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Logement et Habitat le 28 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) à l'Association pour le Logement Social (ALS) au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 935 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La subvention est versée en deux fois, selon les modalités prévues par convention.

Toutefois, la subvention peut faire l'objet d'un versement en une fois, si l'ensemble des pièces réclamées, est fourni à la signature de la convention financière.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190405-19-144-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

- 1 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-144-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS

L'An deux mille dix-neuf, le cinq avril, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs Kora BERNABE, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Michelle MONROSE), Catherine CONCONNE (procuration à Félix CATHERINE), Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Johnny HAJJAR (procuration à Justin PAMPHILE), Eugène LARCHER (procuration à Raphaël MARTINE), Lucie LEBRAVE (procuration Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE, Jean-Philippe NILOR, Sandrine SAINT-AIME (procuration à Louise TELLE), Marie-Frantz TINOT (procuration Sandra VALENTIN), David ZOBDA (procuration à Jean-Claude DUVERGER).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par le Conseil Économique, Social et Environnemental, de la Culture et de l'Éducation de la Martinique le 17 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis par la commission Affaires juridiques et Textes le 22 mars 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de loi d'orientation des mobilités. Le texte se caractérise par des changements d'expression, signe d'un changement de culture et de mentalité, le terme « mobilité » étant plus large que le terme « transport ».

L'Assemblée retient :

- la prise en compte de la singularité martiniquaise avec la consécration d'une « autorité organisatrice de la mobilité unique » en lieu et place de l'autorité organisatrice des transports unique ;
- l'extension des compétences régionales et par conséquent celle de la Collectivité Territoriale de Martinique, tant à propos des mobilités partagées que des mobilités actives ;
- la prise en compte également de l'évolution institutionnelle opérée par la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.

Concernant la mise en œuvre du texte, elle formule les observations suivantes :

• Sur la mise en œuvre financière :

- le non-accompagnement par un financement spécifique de l'élargissement des compétences territoriales pour répondre aux besoins de la mobilité et des moyens financiers pas clairement affichés ;
- une absence de précision de la part allouée aux outre-mer, en ce qui concerne la programmation pluriannuelle des investissements de l'Etat en matière de mobilité.

• Sur l'aménagement du territoire :

- la réalité d'un aménagement du territoire contraint ;
- l'existence de conflits d'usage.

• Sur la préservation de l'environnement, il convient de privilégier la recherche de carburants propres relevant de la transition écologique et de réduire la dépendance énergétique.

• Sur la mobilité, il faut :

- insister sur le caractère nécessaire de la mobilité externe pour les ultramarins et des transports à l'intérieur des territoires ;
- développer une mobilité trans-caribéenne correspondant à la prise en compte de l'environnement régional proche ;
- constater l'absence de traitement de la question de la continuité territoriale pour les ultramarins.

L'Assemblée rappelle la demande, du transfert de propriété du port et de l'aéroport au profit de la Collectivité Territoriale de Martinique et celle de la réforme de la fiscalité pour dégager les marges de financement.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 4 et 5 avril 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-146-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-146-1

PORTANT CRÉATION D'UN SERVICE DE RESTAURATION ET D'HÉBERGEMENT AU COLLÈGE LOUIS DELGRES SIS À SAINT-PIERRE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, Conseillère exécutive en charge de l'Éducation, des Collèges et des Lycées ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation le 9 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la création d'un service de restauration et d'hébergement au collège Louis DELGRES sis sur le territoire de la Ville de Saint-Pierre.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-147-1-DE
Date de télétransmission : 29/07/2019
Date de réception préfecture : 29/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-147-1

PORTANT MISE EN PLACE DE L'OPÉRATION "ACCÈS AUX RESSOURCES ET SITES CULTURELS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE PAR DES COLLÉGIENS ET DES LYCÉENS DES CLASSES DE SECONDE "

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-41-1 du 29 mars 2016 portant autorisation d'attribution de subventions aux établissements publics locaux d'enseignement ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Sylvia SAITHSOOTHANE, Conseillère exécutive en charge de l'éducation, des collèges et des lycées ;
Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation le 9 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la mise en place d'une opération visant à faciliter, pour les élèves des collèges et de seconde des lycées, l'accès aux ressources et sites culturels de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La prise en charge des frais de transport est prévue dans la dotation de fonctionnement allouée aux établissements publics locaux d'enseignement (EPL) au titre de l'année 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, pour signer tous les actes et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-148-1-DE
Date de télétransmission : 29/07/2019
Date de réception préfecture : 29/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-148-1

PORTANT ANNULATION D'UNE CRÉANCE NÉE DE PRÊTS ÉTUDIANTS AU BÉNÉFICE DE MADAME

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires Juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission d'aides aux étudiants le 11 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation le 9 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est accordée à Madame , une remise gracieuse de sa dette née de prêts étudiants pour un montant s'élevant à quatorze mille six cent trente six euros (14 636 €).

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique
Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-149-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-149-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE CONTENTIEUX POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 28 FÉVRIER 2019 AU 31 MARS 2019

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABÉ (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-2-1 du 5 janvier 2016 donnant délégation générale d'attributions en matières contentieuses – autorisation d'intenter des actions en justice et de défendre aux actions intentées, de déposer plainte et de se constituer partie civile au nom de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-49-1 du 29 mars 2016 portant remplacement de la délibération n°16-2-1 du 5 janvier 2016 relative aux actions contentieuses de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, Conseillère exécutive en charge de l'Enseignement supérieur et la Recherche, et des Affaires juridiques ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique en matière de contentieux, pour la période allant du 28 février 2019 au 31 mars 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique est exécutoire dès sa publication ou son affichage, et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-150-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **23 AOUT 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-150-1

PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DANS LE CADRE DU PROJET « NUMÉRIQUE AUX MUSÉES » – VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Claude LISE, Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-628 du 11 octobre 2018 portant modification de la délégation de signature à Madame Mireille LOBERT, Directrice des Systèmes Informations, dans le cadre de la gestion des fonds européens ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre du projet « Numérique aux musées », le coût global à financer est de 160 000,00 € HT.

Le plan de financement global est le suivant :

- UE/PO FEDER/Mesure 2.1.2 64 000,00 € HT
- ETAT (Contrat de Convergence et de Transformation)... 60 000,00 € HT
- CTM / Autofinancement 36 000,00 € HT.

ARTICLE 2 : La base éligible co-finançable par l'Union Européenne est de 160 000,00 € HT.

Le plan de financement est le suivant :

- UE/PO FEDER/Mesure 2.1.2 64 000,00 € HT
- ETAT (Contrat de Convergence et de Transformation)... 60 000,00 € HT
- CTM / Autofinancement 36 000,00 € HT.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer les demandes d'aides prévues au plan de financement, la convention financière et les actes administratifs (exemples : les remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers,...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE / FEDER).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-151-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 23 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-151-1

PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER DANS LE CADRE DE LA MUSÉOGRAPHIE ET DE LA SCÉNOGRAPHIE DU MUSÉE DU PÈRE PINCHON – VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Claude LISE, Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du Haut Conseil des Musées de France du 9 décembre 2014 émettant un avis favorable à l'attribution de l'appellation « Musée de France » au Musée du Père Pinchon de Fort-de-France ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur Général Adjoint Infrastructures et Equipements pour signer certaines demandes d'aides aux titres de fonds européens ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-535 du 24 août 2018 portant modification de l'arrêté n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur Général Adjoint Infrastructures et Equipements pour signer certaines demandes d'aides aux titres de fonds européens;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre du projet de muséographie et de scénographie au musée du Père PINCHON, le coût global à financer est de 2 100 000,00 € HT.

Le plan de financement global est le suivant :

- UE/PO FEDER/Mesure 9.2..... 924 000,00 € HT
- ETAT (Contrat de Convergence et de Transformation).. 780 000,00 € HT
- CTM / Autofinancement 396 000,00 € HT.

ARTICLE 2 : La base éligible co-finançable par l'Union Européenne est de 2 100 000,00 € HT.

Le plan de financement est le suivant :

- UE/PO FEDER/Mesure 9.2..... 924 000,00 € HT
- ETAT (Contrat de Convergence et de Transformation).... 780 000,00 € HT
- CTM / Autofinancement 396 000,00 € HT.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer les demandes d'aides prévues au plan de financement, la convention financière et les actes administratifs (exemples: les remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers,...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE / FEDER).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-152-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-152-1

PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER DANS LE CADRE DE LA RÉNOVATION ET DE LA MISE EN VALEUR DU CENTRE CULTUREL DE GRADIS À BASSE-POINTE – VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Claude LISE, Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;

Vu l'arrêté-délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n°18-1447-1 du 13 décembre 2018 portant validation de l'étude du projet de rénovation du centre culturel « Gradis » à Basse-Pointe ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur Général Adjoint Infrastructures et Equipements pour signer certaines demandes d'aides aux titres de fonds européens;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-535 du 24 août 2018 portant modification de l'arrêté n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur Général Adjoint Infrastructures et Equipements pour signer certaines demandes d'aides aux titres de fonds européens;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux de rénovation et de mise en valeur du centre culturel de « GRADIS » situé à Basse-Pointe, le coût global à financer est de 1 500 000,00 € HT.

Le plan de financement global est le suivant :

- UE/PO FEDER/Mesure 9.2 660 000,00 € HT
- ETAT (Contrat de Convergence et de Transformation).... 420 000,00 € HT
- CTM / Autofinancement420 000,00 € HT.

ARTICLE 2 : La base éligible co-finançable par l'Union Européenne est de 1 500 000,00 € HT.

Le plan de financement est le suivant :

- UE/PO FEDER/Mesure 9.2 660 000,00 € HT
- ETAT (Contrat de Convergence et de Transformation).... 420 000,00 € HT
- CTM / Autofinancement420 000,00 € HT.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer les demandes d'aides prévues au plan de financement, la convention financière et les actes administratifs (exemples : les remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers,...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE / FEDER).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-153-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

23 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-153-1

PORTANT APPROBATION DE L'ENVELOPPE PRÉVISIONNELLE DES TRAVAUX À FINANCER POUR L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT, DE SÉCURISATION ET DE VALORISATION DU DOMAINE DE FOND SAINT-JACQUES – VOLET UNION EUROPÉENNE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Claude LISE, Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds social de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Général de Martinique n° CP/633-13 portant « Aménagement et valorisation du centre culturel de rencontre de Fond Saint Jacques ».

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 5 janvier 2016 portant délégation générale d'attributions de l'Assemblée de Martinique pour la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et accords-cadres ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur Général Adjoint Infrastructures et Equipements pour signer certaines demandes d'aides aux titres de fonds européens;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-535 du 24 août 2018 portant modification de l'arrêté n°2017-PCE-352 du 13 octobre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Marc MONGIS, Directeur Général Adjoint Infrastructures et Equipements pour signer certaines demandes d'aides aux titres de fonds européens;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Dans le cadre des travaux d'aménagement, de sécurisation et de valorisation du domaine de Fond Saint-Jacques, en vue d'adapter les espaces du centre à son nouveau projet culturel et d'améliorer l'accueil des différents publics sur le site, le coût global à financer est de 1 400 000,00 € HT.

Le plan de financement global est le suivant :

- UE/PO FEDER/Mesure 6.3.2 665 000,00 € HT
- ETAT (Contrat de Plan Etat Région Département (CPERD) 2007-2013).... 700 000,00 € HT
- CTM / Autofinancement 35 000,00 € HT.

ARTICLE 2 : La base éligible co-finançable par l'Union Européenne est de 1 400 000,00 € HT.

Le plan de financement est le suivant :

- UE/PO FEDER/Mesure 6.3.2 665 000,00 € HT
- ETAT (Contrat de Plan Etat Région Département (CPERD) 2007-2013).... 700 000,00 € HT
- CTM / Autofinancement 35 000,00 € HT.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique, ou toute autre personne habilitée, pour signer les demandes d'aides prévues au plan de financement, la convention financière et les actes administratifs (exemples : les remontées de dépenses dont demande de paiement, rapport d'exécution, avenants techniques, temporels et financiers,...) avec l'Autorité de Gestion des Fonds Européens (UE / FEDER).

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019/

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-154-1-DE
Date de télétransmission : 14/06/2019
Date de réception préfecture : 14/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-154-1

CRÉATION DU MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line L'ESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 10 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adoptée la création, par la Collectivité Territoriale de Martinique, du Musée d'art contemporain de Martinique.

Ce musée est implanté sur le site de l'ancien Palais de justice, sis au centre-ville de Fort-de-France.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 26 voix pour, 14 voix contre et 2 abstentions, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-155-1-DE
Date de télétransmission : 25/06/2019
Date de réception préfecture : 25/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-155-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE (EPCC) « TROPIQUES ATRIUM » POUR LA RÉALISATION DE SON PROGRAMME D' ACTIONS 2019

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CR n° 14-1721-1 du 13 novembre 2014 portant mise en place des critères d'attribution des aides culturelles et patrimoniales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-467-1 du 19 décembre 2017 portant autorisation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat d'objectifs et de moyens 2018-2019-2020 entre l'État, Tropiques Atrium et la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°18-523-1 du 19 décembre 2018 portant approbation du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2019, notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'arrêté-délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n°19-2-2 du 17 janvier 2019 portant octroi d'une avance à l'EPCC Tropiques Atrium au titre de l'année 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, conseillère exécutive en charge du patrimoine et de la culture ;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est allouée à l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) « Tropiques Atrium », une subvention d'un montant de trois millions d'euros (3 000 000 €) pour la réalisation de son programme d'actions 2019.

Une avance sur cette subvention, d'un montant de sept cent cinquante mille euros (750 000 €), a été allouée par arrêté-délibéré du Conseil Exécutif de Martinique n° 19-2-2 du 17 janvier 2019.

ARTICLE 2 : Le reliquat de la subvention allouée à l'article 1, restant à verser à l'EPCC Tropiques Atrium, s'élève à deux millions deux cent cinquante mille euros (2 250 000 €).

Cette somme est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée suivant les modalités précisées ci-dessous :

- 1 900 000 €, lorsque la présente délibération est rendue exécutoire,
- 350 000 € au 1^{er} octobre 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-156-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : - 1 AOUT 2019

DÉLIBÉRATION N°19-156-1

PORTANT FIXATION DU PRIX DE VENTE DES PROCHAINS « CAHIERS DU PATRIMOINE » DANS LE CADRE DU MARCHÉ 2019-MSDMDS 0113 POUR LES ANNÉES 2019 À 2021

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Claude LISE Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le marché 2019-MSDMSD 0113 portant sur la conception graphique, la réalisation et l'impression de la revue « Les Cahiers du Patrimoine » pour la période 2019-2021 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marie-Hélène LEOTIN, Conseillère exécutive en charge du Patrimoine et de la Culture ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Culture, Identité et Patrimoine le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Les prix de vente des « Cahiers du Patrimoine » dans le cadre du marché 2019-MSDMDS 0113 sont fixés comme suit :

- Pour les Cahiers simples : vingt six euros (26 €)
- Pour les Cahiers doubles : vingt huit euros (28 €).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte et tout document nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-157-1-DE
Date de télétransmission : 29/07/2019
Date de réception préfecture : 29/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 29 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-157-1

PORTANT GARANTIE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE À LA SOCIÉTÉ D'HLM OZANAM À HAUTEUR DE 40 % D'UN PRÊT D'UN MONTANT TOTAL DE 1 326 740,00 € DESTINÉ À LA CONSTRUCTION DE 9 LOGEMENTS PLS SITUÉS SUR LE BOULEVARD DU GÉNÉRAL DE GAULLE À FORT-DE-FRANCE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du code civil ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la demande formulée par la Société d'HLM OZANAM ;

Vu le contrat de prêt n°92894 en annexe signé entre la Société d'HLM OZANAM ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 40% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total d'un million trois cent vingt-six mille sept cent quarante euros (1 326 740,00 €) souscrit par la Société d'HLM OZANAM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 92894, constitué de deux lignes du Prêt et destiné à la construction de 9 logements sociaux PLS, boulevard du Général de Gaulle, Ville de Fort-de-France.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

N° 92894

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE - n° 000205749

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.18 page 1/24
Contrat de prêt n° 92894 Emprunteur n° 000205749

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -

1/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE, SIREN n°: 303149983, sis(e) ROUTE DE LA POINTE DE JAHAM BP 7220 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE OZANAM S.A HABIT LOYER MODERE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.8
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.12
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.23
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.23
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.23
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

Paraphes

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération BOULEVARD DU GENERAL DE GAULLE - FORT DE FRANCE, Parc social public, Construction de 9 logements situés 20-22 Boulevard du Général de Gaulle 97200 FORT-DE-FRANCE.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million trois-cent-vingt-six mille sept-cent-quarante euros (1 326 740,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2017, d'un montant de cinq-cent-six mille huit-cent-trente-cinq euros (506 835,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2017, d'un montant de huit-cent-dix-neuf mille neuf-cent-cinq euros (819 905,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

Paraphes

4/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

La « **Consolidation de la Ligne du Prêt** » désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap Euribor. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask »), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des taux de swap inflation. Ces taux sont (i) publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap « mid » correspondant à la moyenne entre le taux demandé ou « bid » et le taux offert ou « ask ») à l'aide des codes <FRSW1 Index> à <FRSW50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg [ou Reuters ou autres contributeurs financiers agréés] ; qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur ou (ii), en cas d'absence de publication pour une maturité donnée, déterminés par interpolation linéaire réalisée à partir du taux de swap publié pour une durée immédiatement inférieure et de celui publié pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
5/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase de Préfinancement** » est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'« **Index de la Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
6/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La « **Phase de Préfinancement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Locatif Social (PLS)** » est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social (CPLS)** » est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Double Révisibilité (DR)** » signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap EURIBOR** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index EURIBOR constaté. Les Taux de Swap EURIBOR sont publiés pour différentes maturités sur la page Bloomberg <IRSB 19> (taux swap « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas), taux composites Bloomberg pour la Zone euro, disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans, ou en cas de cessation de publication sur cette page, toute autre page Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui serait notifiée par le Prêteur à l'Emprunteur.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE - 7/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un Contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap (l'indice d'inflation est identique à celui servant de référence aux OATi, tel que publié sur les pages de l'Agence France Trésor). Les Taux de Swaps Inflation sont publiés pour différentes maturités sur les pages Bloomberg (taux de swap zéro coupon « ask » pour une cotation, « bid » dans les autres cas) à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index> (taux London composite swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac, disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans) ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Reuters ou toute autre page publiée par un fournisseur de données financières qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index l'Inflation ;
- sur une combinaison de la Courbe de Taux de Swap Euribor et de la Courbe de Taux de Swap Inflation, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/04/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenue.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

8/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "**Définitions**" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "**Notifications**".

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, un échéancier de Versements pour chaque Ligne du Prêt est proposé par le Prêteur à l'Emprunteur. Cet échéancier est positionné à la Date Limite de Mobilisation des fonds.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
9/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréeer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

10/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS		
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2017	PLSDD 2017		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5284248	5284247		
Montant de la Ligne du Prêt	506 835 €	819 905 €		
Commission d'instruction	300 €	490 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,81 %	1,81 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,81 %	1,81 %		
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois		
Index de préfinancement	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index de préfinancement	1,06 %	1,06 %		
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81 %	1,81 %		
Règlement des intérêts de préfinancement	Capitalisation	Capitalisation		
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	40 ans		
Index	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	1,06 %	1,06 %		
Taux d'intérêt	1,81 %	1,81 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité des échéances	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
11/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

12/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $IP' = TP + MP$

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : $P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1$

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

13/24

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués pendant cette phase, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur pendant la Phase de Préfinancement.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués pendant la Phase de Préfinancement et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements durant cette phase.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

14/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement déduit (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

15/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

16/24

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

DIRECTION DES PRÊTS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;
- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse du Prêteur.
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- transmettre au Prêteur le formulaire CERFA justifiant de la demande de perception du Crédit d'Impôt d'Outre-Mer (CIDOM) déposée auprès de la Direction Générale des Finances Publiques. Ainsi qu'à rembourser par anticipation les montants au prorata de chaque Ligne du Prêt et au fur et à mesure des perceptions dudit crédit d'impôt. Ces remboursements anticipés obligatoires ne donneront lieu à la facturation d'aucune indemnité ou pénalité conformément et dans la limite des dispositions prévues à l'Article « **Remboursements Anticipés et leurs Conditions Financières** ».

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE FORT-DE-FRANCE	60,00
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	40,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Paraphes /

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

19/24

G R O U P E



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement si le Versement effectif des fonds est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette date.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

20/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

21/24

G R O U P E



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

22/24



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations

1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264

Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94

antilles-guyane@caissedesdepots.fr

FORT-DE-FRANCE -
23/24

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 11 FEV. 2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 31 janvier 2019

Pour la Caisse des Dépôts,

Civilité : M

Nom / Prénom : -

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :


OZANAM
Groupe Action Logement
BP 7220 - 97274 SCHCELCHER CEDEX
Pointe de Jaham - 97233 SCHCELCHER
Tél : 0596 61 42 12 - Fax : 0596 61 50 37

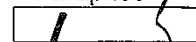
Directeur Général

Cachet et Signature :



Directeur Territorial

Paraphes



24/24

REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société d'HLM OZANAM représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société d'HLM OZANAM en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019, par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 40 % d'un emprunt d'un montant total en capital de 1 326 740 €, plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer la construction de 9 logements sociaux (PLS) situés au Boulevard du Général de Gaulle, sur le territoire de la ville de Fort de France.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 40 %, pour le remboursement d'un emprunt qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION TROIS CENT VINGT SIX MILLE SEPT CENT QUARANTE EUROS (1 326 740,00 €) destiné à la construction de 9 logements sociaux (PLS) situés au Boulevard du Général de Gaulle, sur le territoire de la ville de Fort de France.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° 19-1 du 2019 :

Caractéristiques de la ligne du prêt	CPLS	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2017	PLSDD 2017
Identifiant de la ligne du prêt	5284248	5284247
Montant de la ligne du prêt	506 835 €	819 905 €
Commission d'instruction	300€	490€
Durée de la période	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,81%	1,81%
TEG de la ligne du prêt	1,81%	1,81%
Phase de préfinancement		
Durée du préfinancement	24 mois	24 mois
Index de préfinancement	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index de préfinancement	1,06%	1,06%
Taux d'intérêt du préfinancement	1,81%	1,81%
Phase d'amortissement		
Durée	40 ans	40 ans
Index	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,06%	1,06%
Taux d'intérêt	1,81%	1,81%
Périodicité	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)	Amortissement déduit (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	DR	DR
Taux de progressivité des échéances	0%	0%
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30/360	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en ses lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.
La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en ses lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-158-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-158-1

PORTANT GARANTIE COMPLÉMENTAIRE DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE A LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DE LA MARTINIQUE À HAUTEUR DE 100 % D'UN PRÊT DE HAUT DE BILAN BONIFIÉ D'UN MONTANT TOTAL DE 1 220 252,00 € DESTINÉ AUX TRAVAUX DE CONFORTEMENT PARASISMIQUE DU PARC ANCIEN DE LOGEMENTS SOCIAUX

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'article 2298 du code civil ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande formulée par la Société Immobilière de la Martinique ;
Vu le contrat de prêt n°92866 en annexe signé entre la Société Immobilière de la Martinique et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du Tourisme ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La Collectivité Territoriale de Martinique accorde sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant d'un million deux cent vingt mille deux cent cinquante deux euros (1 220 252,00 €) souscrit par la Société Immobilière de la Martinique auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°92866 constitué d'une ligne du prêt et destiné au confortement parasismique du parc ancien de logements sociaux.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 : La garantie intervient aux conditions suivantes :

- La garantie de la Collectivité Territoriale de Martinique est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la Collectivité Territoriale de Martinique s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

N° 92866

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE - n° 000230474

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V2.18 page 1/22
Contrat de prêt n° 92866 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

FORT-DE-FRANCE -
1/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE, SIREN n°: 303188528, sis(e) BP7214 PETIT PARADIS 97274 SCHOELCHER CEDEX 97274 SCHOELCHER CEDEX,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MARTINIQUE** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.4
ARTICLE 2	PRÊT	P.4
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.4
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.4
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.5
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.7
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.7
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.8
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.9
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.11
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.12
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.13
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.13
ARTICLE 14	COMMISSIONS	P.14
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.14
ARTICLE 16	GARANTIES	P.17
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.17
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.20
ARTICLE 19	NON RENONCIATION	P.21
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.21
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS	P.21
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.21
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		

PR0050-PR0068 V2.18 page 3/22
Contrat de prêt n° 92866 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

3/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération, Accélération du programme d'investissement, Haut de bilan.

La participation, au présent financement, de la Caisse des Dépôts ainsi que d'Action Logement permet d'accompagner au mieux l'accélération du programme d'investissement de l'Emprunteur, notamment via la mise en place d'un Prêt au taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million deux-cent-vingt mille deux-cent-cinquante-deux euros (1 220 252,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- PHB Bonification CDC-Action Logement, d'un montant d'un million deux-cent-vingt mille deux-cent-cinquante-deux euros (1 220 252,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG), figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », est donné en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature nécessaires à l'octroi du Prêt.

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

Le « **Droit Environnemental** » désigne (i) la législation de l'Union Européenne (en ce compris ses principes généraux et usages), (ii) les lois et réglementations nationales, ainsi que (iii) tous traités internationaux applicables.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

Paraphes



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas de disparition ou de non-publication de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués pendant la Phase de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié Caisse des Dépôts – Action Logement** » (PHBB) est destiné à accompagner les organismes de logement social dans le financement de l'accélération de leur programme d'investissement sur la période 2016-2019. Ce Prêt relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte/classe 16).

PR009C-PR006B V2 18, page 6/22
Contrat de prêt n° 52666 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

6/22

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (SR) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux Fixe** » désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **30/04/2019** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

La prise d'effet est également subordonnée à l'absence de survenance d'un cas de Perturbation de Marché tel que stipulé à l'Article "**Définitions**" et ce après notification à l'Emprunteur par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article "**Notifications**".

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;
- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

7/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
 - Garantie(s) conforme(s)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. La mobilisation des fonds se fera en un unique Versement subordonné au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

S'agissant plus spécifiquement du PHBB issu de la sous-enveloppe Accession Sociale, la phase de Mobilisation ne pourra excéder trois mois. Le Versement devra être sollicité par l'Emprunteur dès l'obtention de la (ou des) Garantie(s).

Le Versement est domicilié sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception. L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre ou via le site internet de ce dernier, au moins dix (10) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doit intervenir le Versement.

Paraphes

GROUPE



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5255484			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	1 220 252 €			
Commission d'instruction	730 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

PR0090-PR0068 V2.18, page 9/22
Contrat de prêt n° 92866 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes
 9/22

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	Bonification CDC-Action Logement			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5255484			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	1 220 252 €			
Commission d'instruction	730 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,44 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,44 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index¹	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt²	1,35 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans Indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 0,75 % (Livret A) .

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

PR0090-PR0068 V2.18 page 10/22
Contrat de prêt n° 92886 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

10/22



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt, que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Et, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugeait nécessaires à l'appréciation du coût total de chaque Ligne du Prêt.

Les frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garantie** ».

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

12/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire (échéance déduite) », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

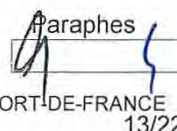
Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation donnée par l'Emprunteur à cet effet.

Les sommes dues par les Emprunteurs ayant l'obligation d'utiliser le réseau des comptables publics font l'objet d'un prélèvement selon la procédure du débit d'office. Elles sont acquittées auprès du Caissier Général de la Caisse des Dépôts à Paris.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement au Caissier Général au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

PR0050-PR0058 V2.18 page 13/22
Contrat de prêt n° 52866 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

13/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 14 COMMISSIONS

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Elle vient minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur et restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

DÉCLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;
- qu'il a été informé que le Prêteur pourra céder et/ou transférer tout ou partie de ses droits et obligations sans que son accord ne soit préalablement requis.

PRO090-PR0068 V2.18 page 14/22
Contrat de prêt n° 92865 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

14/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres ou les subventions nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
 - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
 - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
 - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

GROUPE



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déferer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation ou d'en modifier le contenu ;
- déclarer qu'à sa connaissance, aucun fonds investi par lui dans l'opération concernée n'est d'origine illicite, en ce inclus tout blanchiment d'argent ou financement du terrorisme, et s'engage à informer à tout moment le Prêteur s'il venait à en avoir connaissance ;
- à ne pas céder ou transférer tout ou partie de ses droits ou obligations au titre du présent Contrat sans l'autorisation expresse de Prêteur ;
- permettre aux personnes désignées par le Prêteur :
 - d'effectuer des vérifications, visites des lieux, installations et travaux concernés par l'opération, que le Prêteur jugerait utiles ;
 - de s'entretenir avec lui ou ses représentants et, à moins de démontrer que cela n'est pas légalement ou matériellement possible, mettre en oeuvre de bonne foi et de manière raisonnable les mesures qui sont nécessaires afin de faciliter l'exécution de la mission des personnes susvisées notamment en n'empêchant pas les interactions nécessaires avec toute personne employée ou ayant une relation contractuelle avec lui et impliquée dans l'opération financée ;

PR009P-PR009A V2.1a, page 16/22
Contrat de prêt n° 52865 Emprunteur n° 000230474

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

Paraphes

16/22



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

- informer le Prêteur, dans la limite permise par les lois et réglementations, de toute enquête judiciaire ou procédure en cours le mettant en cause (son président, l'un de ces vice-président ou l'un des membres de son organe délibérant) et / ou de toute condamnation ayant force de chose jugée au titre d'une infraction pénale commise dans le cadre de l'opération ou concernant l'utilisation des fonds mis à disposition au titre d'une opération ou d'un contrat subsidiaire ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée ;
- fournir le cas échéant, à la demande du Prêteur, une copie des publications pertinentes dans le Journal Officiel de l'Union européenne pour les projets de plus de 5 millions d'euros.
- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.
Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

17/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté par le Prêteur auprès du Caissier Général au moins deux mois avant cette échéance.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

18/22



www.groupecaisseledesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «**Objet du Prêt**» du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article «**Déclarations et Engagements de l'Emprunteur**», ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
 - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
 - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.



www.groupecaissedesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur, dans toute la mesure permise par la loi, d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Paraphes

Caisse des dépôts et consignations
1 PLACE F. MITTERRAND - CS 10675 - IMMEUBLE LES CASCADES - 97264 FORT-DE-FRANCE -
Tél : 05 96 72 84 00 - Télécopie : 05 96 63 63 94
antilles-guyane@caissedesdepots.fr

20/22

GROUPE



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

ARTICLE 19 NON RENONCIATION

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions** ».

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.



www.groupecaisdesdepots.fr

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
DIRECTION DES PRÊTS

Fait en autant d'originaux que de signataires,

Le, 21 FEV. 2019

Pour l'Emprunteur,

Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Général

Dûment habilité(e) aux présentes

Le, 31 Janvier 2019

Pour la Caisse des Dépôts,

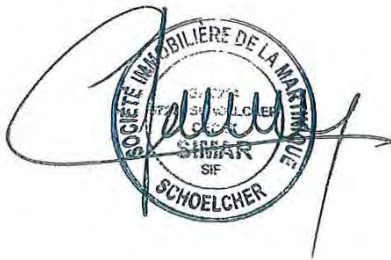
Civilité : M.

Nom / Prénom :

Qualité : Directeur Territorial

Dûment habilité(e) aux présentes

Cachet et Signature :



Cachet et Signature :



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE – EGALITE – FRATERNITE



CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT

ENTRE

La Collectivité Territoriale de Martinique, représentée par M. Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique, dûment habilité à cet effet par délibération de la Collectivité Territoriale de Martinique n° 15-0003 du 18 décembre 2015,

ci-après dénommé « La CTM »

ET

La Société Immobilière de la Martinique représentée par M..... dûment habilité à cet effet par délibération du conseil d'administration de la Société Immobilière de la Martinique en date du

ci-après dénommée « l'emprunteur », bénéficiaire de la garantie d'emprunt,

Vu la délibération n° du 2019 , par laquelle la CTM a décidé de garantir vis-à-vis du prêteur, Caisse des Dépôts et Consignations, 100 % d'un emprunt intitulé « Prêt de Haut de Bilan Bonifié » d'un montant total en capital de 1 220 252,00 € plus les intérêts, remboursable en 40 années que l'emprunteur envisage de contracter, au taux qui sera en vigueur au jour de la signature du contrat, pour financer les travaux de confortement sismique du parc ancien de logements sociaux.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUI

ARTICLE 1 - OBJET

La CTM accorde sa garantie à l'emprunteur à hauteur de 100 %, pour le remboursement d'un emprunt intitulé « Prêt de Haut de Bilan Bonifié » qu'il doit souscrire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour un montant total de UN MILLION DEUX CENT VINGT MILLE DEUX CENT CINQUANTE DEUX EUROS (1 220 252,00 €) destiné aux travaux de confortement sismique du parc ancien de logements sociaux.

Les conditions de taux et de durée de remboursement sont celles qui figurent dans le contrat de prêt et qui sont conformes à la délibération de la CTM n° du 2019 :

Type du prêt	PHBB (Prêt de Haut de Bilan Bonifié)
Montant	1 220 252 €
Durée de la phase d'amortissement	40 ans
Commission d'instruction	730 €
Périodicité des échéances	Annuelle
<u>Phase d'amortissement 1</u>	
Différé d'amortissement	240 mois
Durée	20 ans
Index	taux fixe
Périodicité	Annuelle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire (échéance déduite)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %
Base de calcul des intérêts	30/360

ARTICLE 2 - MISE EN JEU DE LA GARANTIE

Au cas où l'emprunteur se trouverait dans l'impossibilité de s'acquitter de tout ou partie des sommes dues aux échéances convenues, il s'engage à prévenir la CTM au moins deux mois à l'avance et à lui demander de les rembourser en son lieu et place. Cette mesure d'information doit permettre à la CTM de se substituer immédiatement à l'emprunteur défaillant et d'éviter ainsi l'application d'intérêts moratoires.

L'emprunteur devra fournir à l'appui de cette information, toutes justifications nécessaires.

La CTM règlera le montant des annuités impayées à leur échéance en son lieu et place, dans la limite de la garantie ci-dessus définie.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DE L'EMPRUNT

La CTM devra être informée par l'emprunteur de tout changement dans les caractéristiques et les modalités de remboursement du prêt (remboursement anticipé total ou partiel, modification de taux ou de durée). La modification des conditions de prêt fera l'objet d'un avenant au contrat de prêt comportant en annexe le nouveau tableau d'amortissement et devra être soumise à l'autorisation expresse de la CTM par voie de délibération de l'Assemblée de Martinique.

ARTICLE 4 - REMBOURSEMENT DES AVANCES

Les paiements qui auront été effectués par la CTM en lieu et place de l'emprunteur, auront le caractère d'avances remboursables.

Les avances remboursables ne produiront pas d'intérêts, en vue de maintenir l'équilibre financier initial de l'opération, de même que le niveau des loyers afférents.

ARTICLE 5 – CONTROLES ET SUIVI

5.1. L'emprunteur devra fournir chaque année à la CTM au plus tard le 15 juillet, les pièces suivantes (cf. articles L.3313-1 et L.2313-1 du CGCT) :

- * les comptes annuels certifiés: les comptes de résultat, les bilans, les annexes de l'exercice écoulé de la société,
- * Le rapport d'activités de la société.

5.2. L'emprunteur devra par ailleurs communiquer à la CTM un état d'avancement semestriel des travaux relatifs aux opérations de construction bénéficiant de la garantie de la CTM, mentionnant la date estimative, actualisée, d'achèvement des travaux.

La livraison définitive des opérations bénéficiant de la garantie de la CTM devra être systématiquement notifiée à la collectivité territoriale.

ARTICLE 6 - TRANSFERT DE PROPRIETE

En cas de changement de statut ou de tout autre évènement ayant entraîné un transfert de gestion de l'emprunteur vers un autre organisme, celui-ci s'engage à fournir à la CTM les éléments mentionnés à l'article 5 de la présente convention, ainsi qu'à honorer tout autre engagement pris par l'emprunteur et relatif aux garanties d'emprunt accordées par la CTM.

ARTICLE 7 - DUREE

La présente convention entrera en vigueur dès la signature du contrat de prêt qui devra comporter, en annexe, le tableau d'amortissement.

La signature du contrat de prêt, interviendra dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CTM accordant sa garantie. Faute de respecter ce délai, l'emprunteur devra saisir la CTM d'une nouvelle demande de garantie.

La présente convention s'appliquera jusqu'à apurement complet des sommes dues tant au prêteur qu'à la CTM.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de régler leur différend à l'amiable. A défaut, le litige sera soumis au tribunal administratif de Fort de France.

La signature de la présente convention précèdera la participation de la CTM aux contrats de prêt en qualité de garant.

Fait en trois exemplaires, à _____, le _____

Pour l'emprunteur,

Pour la CTM,



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-159-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **2 SEP. 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-159-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SARL TI-FONDS POUR LA PLANTATION DE VITROPLANTS (21,32 HA RAMENÉS À 12,46 HA) AVEC DRAINAGE DES PARCELLES ET AMÉNAGEMENT DE L'ACCÈS AUX PARCELLES (2017-2018) - RMAR040116DA0970326

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 08 décembre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de soixante-cinq mille deux cent dix-sept euros cinq centimes (65 217,05€), soit 49,48% du coût total éligible de 131 796,10 €, est attribuée à la SARL TI-FONDS pour la Plantation de vitroplants (21,32 ha ramenés à 12,46 ha) avec drainage des parcelles et aménagement de l'accès aux parcelles (2017-2018) - RMAR040116DA0970326.

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de onze mille cinq cent huit euros quatre vingt dix centimes (11 508,90 €), est attribuée à la « SARL TI-FONDS pour la plantation de vitroplants (21,32 ha ramenés à 12,46 ha) avec drainage des parcelles et aménagement de l'accès aux parcelles (2017-2018) - RMAR040116DA0970326 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-16-160-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-160-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS NOUVELLE CITÉ POUR LA PLANTATION DE BANANES (28,66 HA RAMENÉS À 24,35 HA), MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES DE LA SAS NOUVELLE CITÉ EN 2016 ET 2017 - RMAR040119DA0970011

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABÉ (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 20 avril 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre cent soixante-dix mille quatre cent vingt-huit euros cinquante-neuf centimes (470 428,59 €), soit 59,38% du coût total éligible de 792 288,88€, est attribuée à la « SAS NOUVELLE CITE pour la plantation de bananes (28,66 ha ramenés à 24,35 ha), modernisation des infrastructures et des équipements agricoles de la SAS NOUVELLE CITE en 2016 et 2017 - RMAR040119DA0970011 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quatre-vingt trois mille seize euros quatre vingt-un centimes (83 016,81 €), est attribuée à la «SAS NOUVELLE CITE pour la plantation de bananes (28,66 ha ramenés à 24,35 ha), modernisation des infrastructures et des équipements agricoles de la SAS NOUVELLE CITE en 2016 et 2017 - RMAR040119DA0970011».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-161-1-DE
Date de télétransmission : 25/06/2019
Date de réception préfecture : 25/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE :

25 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-161-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À « THE CUBE SARL » POUR L'AIDE À L'INVESTISSEMENT DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION « CRÉATION D'UN POINT DE VENTE DE RESTAURATION BÉNÉFICIAIRE D'UNE STRUCTURE ARCHITECTURALE INNOVANTE (CUBE DE VERRE) SUR LA PLAGE DE SCHOELCHER - RMAR190219GA3340002 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles notamment en son article 78 ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention tripartite relative à la mise en oeuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique signée le 2 octobre 2017 entre la CACEM, la CTM et l'ASP ;
Vu la demande du bénéficiaire enregistrée le 23 octobre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique, pour un montant qui s'élève à dix huit mille quatre cent quarante neuf euros soixante deux centimes (18 449,62 €), est attribuée à « THE CUBE SARL » pour l'aide à l'investissement dans le cadre de l'opération « création d'un point de vente de restauration bénéficiant d'une structure architecturale innovante (cube de verre) sur la plage de Schoelcher - RMAR190219GA3340002 ».

Cette aide de la Collectivité Territoriale de Martinique est liée au dispositif LEADER, dans le cadre du Programme de Développement Rural de la Martinique (PDRM) 2014-2020.
Pour cette opération, le montant de la contrepartie FEADER s'élève à cent quatre mille cinq cent quarante-sept euros et quatre-vingt-quatre centimes (104 547,84 €).

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-162-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-162-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SAS CAFÉIÈRE POUR LA PLANTATION DE BANANES (20,78 HA), MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES ET DES ÉQUIPEMENTS AGRICOLES DE LA SAS CAFÉIÈRE EN 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970210

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 20 avril 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre cent quatre-vingt-douze mille deux cent cinquante-trois euros quarante-un centimes (492 253,41 €), soit 55,70% du coût total éligible de 883 681,45 €, est attribuée à la SAS CAFÉIÈRE pour la plantation de bananes (20,78 ha), modernisation des infrastructures et des équipements agricoles de la SAS CAFÉIÈRE en 2016 ET 2017 - RMAR040116DA0970210.

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quatre vingt six mille huit cent soixante huit euros vingt cinq centimes (86 868,25 €), est attribuée à la « SAS CAFÉIÈRE pour la plantation de bananes (20,78 ha), modernisation des infrastructures et des équipements agricoles de la SAS CAFÉIÈRE en 2016 et 2017 - RMAR040116DA0970210 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190719-19-163-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-163-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE POUR LA CONSTRUCTION D'UN HANGAR AGRICOLE (2016-2017) RMAR040116DA0970325

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 05 décembre 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de cent douze mille trois cent cinquante-sept euros trente-cinq centimes (112 357,35 €), soit 63,75% du coût total éligible de 176 246,82 €, est attribuée à la « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE pour la construction d'un hangar agricole (2016-2017) - RMAR040116DA0970325 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de dix neuf mille huit cent vingt sept euros soixante dix sept centimes (19 827,77 €), est attribuée à la « SA EXPLOITATION AGRICOLE DE LA MONTAGNE PELÉE pour la construction d'un hangar agricole (2016-2017) - RMAR040116DA0970325 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-165-1-DE
Date de télétransmission : 02/09/2019
Date de réception préfecture : 02/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : -- 2 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-165-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SAS HABITATION PÉCOUL POUR L'INSTALLATION D'UN CENTRE PHOTOVOLTAÏQUE SUR L'HABITATION PÉCOUL – RMAR040118DA0970114 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la convention cadre relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Collectivité Territoriale de Martinique et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 6 octobre 2016 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 08 juin 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale (ITP) émis le 29 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de quatre-vingt-neuf mille trois cent cinquante-sept euros et soixante-cinq centimes (89 357,65 €), soit 57,67% du coût total éligible de 154 938,20 €, est attribuée à la « SAS HABITATION PECOUL pour l'installation d'un centre photovoltaïque sur l'habitation PÉCOUL - RMAR040118DA0970114 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique pour un montant de quinze mille sept cent soixante neuf euros (15 769,00 €), est attribuée à la « SAS HABITATION PECOUL pour l'installation d'un centre photovoltaïque sur l'habitation PECOUL - RMAR040118DA0970114 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-166-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2019
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-166-1

PORTANT ANNULATION ET REMPLACEMENT DE LA DÉLIBÉRATION N°19-124-1 DU 5 AVRIL 2019 ALLOUANT UNE AIDE PUBLIQUE À LA « SCEA MASSY BE POUR LA MODERNISATION ET L'AMÉLIORATION D'UNE UNITÉ D'ÉLEVAGE - RMAR040117DA0970124 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-124-1 du 5 avril 2019 portant octroi d'une aide publique à la SCEA MASSY BE pour la modernisation et l'amélioration d'une unité d'élevage - RMAR040117DA0970124 » ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 13 juillet 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 29 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : La délibération de l'Assemblée de Martinique n°19-124-1 du 5 avril 2019 portant octroi d'une aide publique à la SCEA MASSY BE pour la modernisation et l'amélioration d'une unité d'élevage - RMAR040117DA0970124 » est annulée.

ARTICLE 2 : Une aide FEADER s'élevant à quatre cent cinquante-sept mille cinq cent trente-deux euros cinquante-deux centimes (457 532,52 €), est attribuée à la « SCEA MASSY BE pour la modernisation et l'amélioration d'une unité d'élevage - RMAR040117DA0970124 ».

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-167-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-167-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISÉE (ASA)
« ASA PLANTEURS BASSE-POINTE ET MACOUBA, POUR L'OPTIMISATION D'UNE RESSOURCE
EN EAU ET LA RÉHABILITATION DU RÉSEAU DES SECTEURS FALAISE ET POCQUET -
RMAR040318DA0970008»**

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 24 novembre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 29 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de deux millions trois cent seize mille six cent quinze euros quatre-vingt-onze centimes (2 316 615,91 €), soit 85% du coût total éligible de 2 725 430,49 €, est attribuée à l'«ASA Planteurs Basse-Pointe, Macouba pour l'optimisation d'une ressource en eau et la réhabilitation du réseau des secteurs Falaise et Pocquet - RMAR040318DA0970008 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique, pour un montant de quatre cent huit mille huit cent quatorze euros cinquante huit centimes (408 814,58 €), est attribuée à l'« ASA Planteurs Basse-Pointe, Macouba pour l'optimisation d'une ressource en eau et la réhabilitation du réseau des secteurs Falaise et Pocquet - RMAR040318DA0970008 »

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-168-1-DE
Date de télétransmission : 26/06/2019
Date de réception préfecture : 26/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-168-1

**PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À L'ASSOCIATION SYNDICALE AUTORISÉE (ASA)
« ASA PLANTEURS BASSE-POINTE ET MACOUBA, POUR L'OPTIMISATION D'UNE RESSOURCE
EN EAU SUR LES BASSINS DES SECTEURS DE LA RIVIÈRE ROCHE ET RIVIÈRE MACOUBA -
RMAR040318DA0970007 »**

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 24 novembre 2017,
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 29 avril 2019,
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FEADER d'un montant de neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille vingt-sept euros dix centimes (999 027,10 €), soit 85% du coût total éligible de 1 175 326,00 €, est attribuée à l'« ASA Planteurs Basse-Pointe, Macouba pour l'optimisation d'une ressource en eau sur les bassins des secteurs de la Rivière Roche et Rivière Macouba - RMAR040318DA0970007 ».

Une aide en cofinancement de la Collectivité Territoriale de Martinique, pour un montant de cent soixante-seize mille deux cent quatre-vingt-dix-huit euros quatre-vingt-dix centimes (176 298,90 €), est attribuée à l'« ASA Planteurs Basse-Pointe, Macouba pour l'optimisation d'une ressource en eau sur les bassins des secteurs de la Rivière Roche et Rivière Macouba - RMAR040318DA0970007 ».

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-169-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-169-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE À «LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) – INFRASTRUCTURES DE TRÈS HAUT DÉBIT MARTINIQUE -MQ0007276»

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;
Vu le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) n°1698/2005 du Conseil ;
Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-128-1 du 19 juillet 2016 portant validation du circuit de programmation des dossiers cofinancés par les fonds européens et modalités de gestion du PDRM FEADER ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2017-PCE-117 du 4 mai 2017 portant délégation de signature à Monsieur Emile BUCHER, Directeur général adjoint « Attractivité » ;
Vu l'arrêté du Président du Conseil Exécutif de Martinique n°2018-PCE-626 du 11 octobre 2018 portant modification de la délégation de signature à Monsieur Emile BUCHER, Directeur général adjoint Attractivité, dans le cadre de la gestion des Fonds Européens, sur la période 2014-2020 ;
Vu la convention du 2 avril 2015 relative à la mise en oeuvre des dispositions du règlement (UE) n°1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural dans la région Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 03 août 2016 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 29 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 10 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique européenne FEDER d'un montant de trente-quatre millions cinq cent mille euros (34 500 000,00 €), soit 31, 84 % du coût total éligible de l'opération de 108 351 829,00 €, est attribuée à « LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE (CTM) – Infrastructures de Très Haut Débit Martinique - MQ0007276 ».

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention mentionnée à l'article 1 constitue une recette qui est inscrite au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique ou toute personne autorisée à le faire, pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-171-1-DE
Date de télétransmission : 14/06/2019
Date de réception préfecture : 14/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 14 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-171-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À RC SPORT CENTER POUR LA « CRÉATION D'UN CENTRE DE LOISIRS ET D'UN RESTAURANT- MQ0020815 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la Commission européenne ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 04 septembre 2019 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 4 septembre 2018 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement, réseaux numériques le 10 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million trois cent soixante et un mille quatre-vingt-treize euros vingt-cinq centimes (1 361 093,25 €), soit 55% de l'assiette éligible, est attribuée à la société RC SPORT CENTER pour la « création d'un centre de loisirs et d'un restaurant – MQ0020815 ».

Le coût total éligible de l'opération représente deux millions quatre cent soixante-quatorze mille sept cent quinze euros (2 474 715,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à un million cent treize mille six cent vingt et un euros soixante quinze centimes (1 113 621,75 €), soit 45 % du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, qui s'élève à deux cent quarante-sept mille quatre cent soixante et onze euros cinquante centimes (247 471,50 €), soit 10% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 40 % en crédits de paiement 2019
- 60 % en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-172-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-172-1

PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N°17-265-1 DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT AU « GRAND PORT MARITIME DE LA MARTINIQUE (GPMLM) – EXTENSION DE LA POINTE DES GRIVES QUAI PRINCIPAL – N° MQ0008973 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif Investissement pour la croissance et l'emploi et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du Programme Opérationnel (PO) FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 51296 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures dans les ports maritimes et intérieurs, de leurs voies d'accès et du dragage d'investissement pour la période 2014-2020 ;
Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-265-1 du 27 juillet 2017 portant octroi d'une aide publique en cofinancement au « Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM) – Extension de la Pointe des Grives Quai principal – n° MQ0008973 » ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 25 avril 2019 ;
Vu l'avis émis par l'Instance Technique Partenariale le 27 mai 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-265-1 du 27 juillet 2017 susvisée est modifiée comme suit :

« Une aide publique en cofinancement d'un montant de vingt-six millions d'euros (26 000 000,00 €), soit 52% de l'assiette éligible, est attribuée au « Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM) – Extension de la Pointe des Grives Quai principal – n° MQ0008973. »

Le coût total éligible de l'opération représente cinquante millions d'euros (50 000 000,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique. »

ARTICLE 2 : L'article 3 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-265-1 du 27 juillet 2017 susvisée est modifiée comme suit :

« Le montant de la subvention est imputée comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à seize millions d'euros (16 000 000,00 €), soit 32% du coût total éligible, au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, qui s'élève à dix millions d'euros (10 000 000,00€), soit 20% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 15% en crédits de paiement 2019
- 25% en crédits de paiement 2020
- 60% en crédits de paiement 2021. »

ARTICLE 3 : Les autres dispositions de la délibération n°17-265-1 du 27 juillet 2017 demeurent inchangées.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-173-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2019
Date de réception préfecture : 30/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : **30 AOÛT 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-173-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE (CACEM) POUR LA CONSTRUCTION D'UNE PÉPINIÈRE AGRO-TRANSFORMATION – MQ0020306 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le régime cadre exempté de notification SA 40206 relatif aux aides à l'investissement en faveur des infrastructures locales pour la période 2014-2020 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 21 juin 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et énergie, de l'Economie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement agricole, Agro-transformation et Élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de trois millions deux cent quarante cinq mille six cent cinquante-six euros soixante-dix centimes (3 245 656,70 €), soit 64,95% de l'assiette éligible , est attribuée à la « Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) pour l'opération de construction d'une pépinière agro-transformation – MQ0020306 » .

Le coût total éligible de l'opération représente quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent douze euros et cinquante-sept centimes (4 997 812,57 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à deux millions cinq cent vingt-sept mille cent soixante-sept euros cinquante centimes (2 527 167,50 €), soit 50,57% du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention;
- Pour la part territoriale, qui s'élève à sept cent dix-huit mille quatre cent quatre-vingt-neuf euros vingt centimes (718 489,20€), soit 14,38% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 30% en crédits de paiement en 2019
- 70% en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-174-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2019
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-174-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE L'ESPACE SUD MARTINIQUE (CAESM) POUR L'EXTENSION DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES AU BOURG DE RIVIÈRE-PILOTE - TRANCHE 2 – MQ0003503 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°BCL 2015 336-001 du 2 décembre 2015 portant substitution de la CAESM au SICSM pour les compétences exercées ;
Vu l'arrêté préfectoral n°BCL 2016 364-003 du 29 décembre 2016 portant dissolution du Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (SICSM) ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 9 octobre 2015 par le Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique (SICSM) ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de neuf cent soixante-quinze mille euros (975 000,00 €), soit 30,02 % de l'assiette éligible, est attribuée à la «Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique (CAESM), pour l'extension des réseaux d'eaux usées au bourg de Rivière-Pilote - tranche 2 – MQ0003503 ».

Le coût total éligible de l'opération représente trois millions deux cent quarante-sept mille six cent soixante-seize euros soixante-quatre centimes (3 247 676,64 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé, pour la part FEDER, qui s'élève à neuf cent soixante-quinze mille euros (975 000,00 €), soit 30,02 % du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit : 100 % en crédits de paiement 2019.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE




RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-175-1-DE
Date de télétransmission : 30/08/2019
Date de réception préfecture : 30/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : **30 AOÛT 2019**

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-175-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNE DES TROIS-ILETS POUR LA SIGNALÉTIQUE TOURISTIQUE DE LA VILLE DES TROIS-ILETS – MQ0010655 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 3 janvier 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, élus au Conseil municipal de la Ville des Trois-Ilets, n'ont pas pris part au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant de huit cent onze mille sept cent soixante sept euros (811 767,00 €), soit 65% de l'assiette éligible, est attribuée à la « Commune des Trois-Ilets – pour la signalétique touristique de la Ville des Trois-Ilets – MQ0010655 ».

Le coût total éligible de l'opération représente un million deux cent quarante-huit mille huit cent soixante-quatorze euros (1 248 874,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à six cent soixante-quatorze mille trois cent quatre-vingt-onze euros quatre-vingt-seize centimes (674 391,96 €), soit 54 % du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention ;
- Pour la part territoriale, qui s'élève à cent trente-sept mille trois cent soixante-quinze euros quatre centimes (137 375,04 €), soit 11% du coût total éligible, au chapitre 906 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 30 % en crédits de paiement 2019
- 43 % en crédits de paiement 2020
- 27 % en crédits de paiement 2021.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-176-1-DE
Date de télétransmission : 14/06/2019
Date de réception préfecture : 14/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 14 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-176-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNE DE TRINITÉ – CONSTRUCTION DE L'ÉCOLE PARASISMIQUE DE BEAUSÉJOUR N° SYNERGIE MQ0018489 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la convention de la Collectivité Territoriale de Martinique n°14-1788-11/32-05 du 23 janvier 2017 portant octroi de subventions à la Ville de Trinité dans le cadre de l'Aide aux Communes ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 29 mars 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, conseiller exécutif en charge des affaires financières et budgétaires, de l'octroi de mer, de la fiscalité, des Fonds européens et questions européennes et du tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement réseaux numériques le 10 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique en cofinancement d'un montant d'un million huit cent trente-trois mille cent cinquante-quatre euros soixante-sept centimes (1 833 154,67 €), est attribuée à la Commune de Trinité pour l'opération « Construction de l'école parasismique de Beauséjour– N° Synergie MQ0018489 ».

Le coût total éligible de l'opération représente quatre millions soixante-sept mille quatre cent soixante-dix euros quatre-vingt-quinze centimes (4 067 470,95 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- La part FEDER qui s'élève à un million quatre cent cinquante mille huit cent huit euros et cinquante-neuf centimes (1 450 808,59 €) soit 35,67 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 9005 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.
- La participation de la Collectivité Territoriale de Martinique qui s'élève à trois cent quatre-vingt-deux mille trois cent quarante-six euros huit centimes (382 346,08 €) soit 9,4 % du coût total prévisionnel éligible, est imputée au chapitre 905-53 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités établies par convention.

Cette participation de la Collectivité Territoriale de Martinique se décompose comme suit :

- cent quinze mille sept cent trente six euros quatre vingt dix centimes (115 736,90 €) attribués par la présente délibération,
- deux cent soixante-six mille six cent neuf euros dix-huit centimes (266 609,18 €), déjà attribués au titre de l'ACRC 2013.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 50 % en crédit de paiement en 2019,
- 50 % en crédit de paiement en 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-177-1-DE
Date de télétransmission : 19/09/2019
Date de réception préfecture : 19/09/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE 9 SEP. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-177-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À LA « COMMUNE DE SCHOELCHER POUR UNE DIGUE DE PROTECTION EN MER À FOND DE LAHAYE - MQ0017976 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au « Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi » » et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006 du 5 juillet 2006 ;

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu la décision d'approbation du Programme de développement rural de la Martinique en date du 17 novembre 2015 par la commission européenne;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;

Vu le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en oeuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
Vu le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;
Vu la délibération du Conseil Régional n°14-1051-1 du 17 juillet 2014 portant transfert de l'autorité de gestion au Conseil Régional pour le FEDER, FSE, FEADER et FEAMP programme 2014-2020 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 18 décembre 2017 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 10 mai 2019 ;
Considérant que les conseillers à l'Assemblée de Martinique, élus au Conseil municipal de la Ville de Schoelcher, n'ont pas pris part au vote ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique d'un montant de sept cent soixante-dix-huit mille quatre-vingt-dix sept euros (778 097,00 €), soit 34,36 % de l'assiette éligible, est attribuée à la « Commune de Schoelcher - Digue de protection en mer de Fond de Lahaye – MQ0017976 ».

Le coût total éligible de l'opération représente deux millions deux cent soixante-quatre mille cinq cent cinquante et un euros (2 264 551,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre du Programme Opérationnel FEDER-FSE 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Le montant de la subvention est imputé comme suit :

- Pour la part FEDER, qui s'élève à sept cent soixante-dix-huit mille quatre-vingt-dix sept euros (778 097,00 €), soit 34,36 % du coût total éligible, au chapitre 900-5 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon les modalités établies par convention.

La liquidation des crédits est programmée à titre indicatif comme suit :

- 40 % en crédit de paiement 2019,
- 60 % en crédit de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-178-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 23 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-178-1

PORTANT OCTROI D'UNE AIDE PUBLIQUE EN COFINANCEMENT À L'« ASSOCIATION SOLIDARITÉS LAMENTINOISES – ACI NONM DOUBOUT- LA TERRE AU SERVICE DES HOMMES : LES MARAICHERS SOLIDAIRES DE PROXIMITÉ 2 – N°MDFSE 201803899 »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds Social Européen et abrogeant le règlement (CE) n°1081/2006 du Conseil ;

Vu l'approbation du PO FEDER/FSE par la Commission Européenne du 18 décembre 2014 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le régime d'aide SIEG n° 2012/21/UE du 20 décembre 2011 ;

Vu l'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la convention de subvention globale signée le 7 mai 2015 et son avenant n°1 signé le 18 décembre 2015 ;
Vu la convention de subvention globale 2018-2020 n° 201800009 signée le 20 novembre 2018 ;
Vu la demande d'aide enregistrée le 19 septembre 2018 ;
Vu l'avis de l'Instance Technique Partenariale émis le 15 avril 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Miguel LAVENTURE, Conseiller exécutif en charge des Affaires financières et budgétaires, de l'Octroi de mer, de la Fiscalité, des Fonds européens et Questions européennes et du Tourisme ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une aide publique FSE en cofinancement d'un montant de cinq cent vingt-trois mille neuf cent soixante-dix-sept euros quatre-vingt centimes (523 977,80 €), soit 49,23 % de l'assiette éligible de 1 064 423,00 €, est attribuée à l'Association Solidarités Lamentinoises - ACI NONM DOUBOUT - La Terre au service des hommes : Les Maraîchers Solidaires de Proximité 2 - N° MDFSE 201803899».

Le coût total éligible de l'opération représente un million soixante-quatre mille quatre cent vingt-trois euros (1 064 423,00 €).

Cette aide est accordée dans le cadre de la subvention globale FSE Inclusion du Programme PO FSE ETAT 2014-2020 de la Martinique.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-180-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2019
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 6 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-180-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DE FOND-SAINT-DENIS, PAR RÉAFFECTATION DE SUBVENTIONS ACTC (EX ACRC) DES OPÉRATIONS « TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU GÎTE D'ÉTAPE ET DE SÉJOUR » ET « COUVERTURE DU TERRAIN MULTISPORT », VERS L'OPÉRATION DE TRAVAUX DE RÉHABILITATION DE L'ÉGLISE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération CR n°14-1788-24 du 27 novembre 2014 portant octroi d'une subvention à la Ville de Fonds-Saint-Denis au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes - programme 2013 ;

Vu la délibération CR n°15-1529-8 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville de Fonds-Saint-Denis au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes - programme 2014 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 10 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Fonds-Saint-Denis, une subvention d'un montant de cent quatre-vingt onze mille neuf cent trente-et-un euros quarante-deux centimes (191 931,42 €), pour l'opération de « Travaux de réhabilitation de l'Église ».

ARTICLE 2 : La subvention mentionnée à l'article 1 correspond à la réaffectation :

- d'une part, de la subvention d'un montant 70 921,21 € allouée par délibération n°14-1788-24 du 27 novembre 2014 susvisée, pour l'opération de « Travaux de réhabilitation du gîte d'étape et de séjour » ;
- d'autre part, de la subvention d'un montant de 121 010,21 €, allouée par délibération n°15-1529-8 du 24 septembre 2015 susvisée, pour l'opération « Couverture du terrain multisports ».

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-180-2-DE
Date de télétransmission : 30/07/2019
Date de réception préfecture : 30/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-180-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE À LA VILLE DE FONDS-SAINT-DENIS POUR LA RÉHABILITATION DE L'EGLISE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération CR n°14-1788-24 du 27 novembre 2014 portant octroi d'une subvention à la Ville de Fonds-Saint-Denis au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes - programme 2013 ;

Vu la délibération CR n°15-1529-8 du 24 septembre 2015 portant octroi d'une subvention à la Ville de Fonds-Saint-Denis au titre de l'Aide du Conseil Régional aux Communes - programme 2014 ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 10 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à la Ville de Fonds-Saint-Denis une subvention complémentaire d'un montant de deux cent sept mille sept cent trente trois euros trente trois centimes (207 733,33 €) pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'Eglise.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 905 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-181-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2019
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

- 6 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-181-1

**PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE
N°16-478-1 DU 16 DÉCEMBRE 2016 RELATIVE AU MANDAT DONNÉ AU PRÉSIDENT
DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE, POUR LEVER LA DÉCHÉANCE QUI AFFECTE LES
OPÉRATIONS DE L'EX AIDE RÉGIONALE AUX POLITIQUES D'ÉQUIPEMENT LOCAL (ARPEL),
DE L'AIDE DU CONSEIL RÉGIONAL AUX COMMUNES (ACRC)
ET OPÉRATIONS D'INTÉRÊT RÉGIONAL (OIR)**

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-478-1 du 16 décembre 2016 portant mandat donné au Président du Conseil Exécutif, pour lui permettre de lever en Conseil Exécutif, la déchéance qui affecte les opérations de l'ex Aide Régionale aux Politiques d'Équipement Local (ARPEL), de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC) et Opérations d'Intérêt Régional (OIR) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (Plaisance, Métiers de la mer) et de la Croissance verte (Agriculture...), des Transports et des Sports ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis par la commission BTP, Équipement, Réseaux numériques le 10 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'article 1 de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-478-1 du 16 décembre 2016, susvisée, est modifié comme suit :

« Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour lever, par arrêté-délibéré pris au sein du Conseil Exécutif, la déchéance qui affecte les opérations de l'ex Aide Régionale aux Politiques d'Équipement Local (ARPEL), de l'Aide du Conseil Régional aux Communes (ACRC), les Opérations d'Intérêt Régional (OIR) ainsi que les opérations ayant fait l'objet de subventions du Conseil Général de Martinique aux communes ».

ARTICLE 2 : Les autres dispositions de la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-478-1 du 16 décembre 2016 demeurent inchangées.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

1

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-182-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2019
Date de réception préfecture : 30/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL, 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-182-1

PORTANT CRÉATION DU PROGRAMME TERRITORIAL DE PRÉSERVATION ET DE VALORISATION DE LA BIODIVERSITÉ MARTINICAISE AUTORISATION DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, L'ÉTAT, L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA BIODIVERSITÉ ET LE PARC NATUREL DE LA MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la création d'un Programme Territorial de Préservation et de Valorisation de la Biodiversité martiniquaise (PTPVB), issu d'un partenariat entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), l'Etat, l'Agence Française pour la Biodiversité (AFB) et le Parc Naturel de Martinique (PNM).

ARTICLE 2 : Est autorisée la signature de la convention cadre de partenariat, fixant les modalités de coopération entre la CTM, l'Etat, l'AFB et le PNM, pour la mise en œuvre des actions dédiées au PTPVB.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE

The signature of Claude LISE is written in black ink over a circular official seal. The seal features the coat of arms of Martinique and the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' around the perimeter. There is also a small star above the seal.



CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT

Entre,

l'Agence Française pour la Biodiversité, établissement public à caractère administratif de l'État, représenté par Christophe AUBEL, Directeur Général, ayant son siège à "Le Nadar" Hall C 5, square Félix Nadar 94300 Vincennes,

l'État, représenté par Franck ROBINE, Préfet, sis rue Louis Blanc, 97262 Fort-de-France

La Collectivité territoriale de Martinique, représenté par Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil exécutif, ayant son siège rue Gaston Defferre, Cluny, 97201 Fort-de-France

Et,

Le Parc naturel de la Martinique, représenté par Louis BOUTRIN, Président, sis Annexe Montsigny, avenue des Canéficiers, boulevard Sainte-Catherine, BP 437, 97205 Fort-de-France cedex

Préambule

La Martinique appartient à l'un des 35 « hot spots » de la biodiversité mondiale, celui des îles la Caraïbe. En effet, ces îles se caractérisent par une grande richesse en biodiversité mais celle-ci est particulièrement menacée par l'activité humaine.

En Martinique, précisément, les aires forestières et naturelles renferment une biodiversité exceptionnelle (nombreuses espèces animales et végétales, taux élevé d'endémisme). Cependant, ce patrimoine naturel remarquable subit diverses menaces et pressions grandissantes, notamment anthropiques mais aussi naturelles.

Il est fondamental de poursuivre, voire de renforcer techniquement et financièrement, les actions déjà engagées, sur des axes aussi importants que :

- La connaissance des milieux et des espèces,
- Leur préservation,
- La gestion des espaces,
- L'éducation à l'environnement,
- La sensibilisation par notamment la découverte de sentiers, de sites dédiés,
- La valorisation par la création et le soutien d'activités économiques,
- La Police de la Nature.

Aussi, l'Agence Française pour la Biodiversité, l'Etat, la Collectivité territoriale de Martinique et le Parc naturel de la Martinique s'engagent-ils dans une démarche partenariale de convention cadre afin de

coordonner et d'amplifier des actions en faveur de la biodiversité, en cohérence avec la loi sur la reconquête de la biodiversité du 8 août 2016.

La Collectivité territoriale de la Martinique souhaite se doter d'un dispositif permettant :

- d'assurer une meilleure coordination de l'action publique en faveur de la biodiversité,
- de faire prendre en compte la préservation de la biodiversité du territoire dans les politiques publiques,
- créer de la « valeur ajoutée » par rapport à la situation actuelle en facilitant la diffusion de la connaissance et l'animation des acteurs et professionnels, en introduisant de la transversalité dans l'action et en développant des actions de formation et de sensibilisation

En analysant les missions confiées à l'Agence française pour la biodiversité, la Collectivité Territoriale de Martinique souhaite s'engager dans un partenariat permettant, pour l'ensemble des composantes de sa biodiversité, terrestre, aquatique et marine :

- Le développement et la diffusion de la connaissance relative à la biodiversité du territoire,
- L'animation notamment de la démarche « Territoires engagés pour la Nature » qui fait l'objet d'un engagement fort de la Collectivité territoriale de Martinique,
- L'animation de réseaux d'acteurs et des professionnels de la biodiversité ,
- La mise en œuvre des documents d'orientation relatifs au patrimoine naturel et à la biodiversité, et du schéma de cohérence écologique,
- L'éducation à l'environnement et au développement durable favorisant la mobilisation des citoyens, le développement du bénévolat et des sciences participatives.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention de partenariat fixe les modalités de coopération entre l'Agence Française pour la Biodiversité, l'État, la Collectivité territoriale de Martinique et le Parc naturel de la Martinique, en vue de créer et mettre en œuvre un programme territorial d'actions dédié à la préservation et la valorisation de la biodiversité martiniquaise.

Article 2 : Animation et conduite de la démarche partenariale

La Collectivité Territoriale de Martinique anime la démarche, en partenariat avec les structures directement concernées, à savoir :

- L'État représenté par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- L'Agence Française pour la Biodiversité,
- Le Parc Naturel de la Martinique.

Ces quatre entités, signataires de la présente convention, constituent le Comité d'orientation stratégique (COS).

Le COS décide des opérations à mener dans le cadre d'un programme de travail validé sur proposition d'un comité de gestion de programme (CGP) composé de :

- La Collectivité Territoriale de Martinique,
- La Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- L'Agence Française pour la Biodiversité,
- La Direction de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt,
- Le Direction de la Mer,
- Le Parc Naturel de la Martinique,

- Le Parc Naturel Marin de Martinique,
- L'Office de l'eau,
- L'Office national des forêts,
- Le Conservatoire du littoral,
- Le Conservatoire botanique,
- Le Carbet des Sciences.

Le CGP a pour vocation d'apporter son expertise aux signataires de la présente convention. Il a pour mission de proposer un programme d'actions pour la durée de la présente convention dans un délai de X mois à compter de la signature de la présente. Ce programme d'actions permettra d'établir les conventions annexes de financement mentionnées en infra (pour l'Agence Française pour la Biodiversité et l'Etat) ou de décisions d'attribution des aides (délibérations ou arrêtés délibérés pour la Collectivité territoriale de Martinique).

Les signataires :

- disposent d'un(e) interlocuteur(trice) technique dédié(e), au sein de la Collectivité territoriale de Martinique,
- conduisent leurs travaux dans un esprit de large consultation des acteurs du territoire,
- peuvent saisir le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel,
- peuvent, en outre, mobiliser des experts régionaux et nationaux. Ces experts pourront être invités à faire des exposés pour éclairer techniquement le COPIL et le COS sur les orientations proposées.
- Informent le comité de l'eau et de la biodiversité des orientations mises en œuvre en lien avec les orientations stratégiques définies par celui-ci.

Article 3 : Engagements des signataires

Collectivité territoriale de Martinique

Chef de file de la biodiversité en Martinique, la Collectivité territoriale anime la démarche.

Très concrètement :

- Elle anime le COS et le CGP,
- Elle pilote l'ensemble du processus de concertation (séminaire, réunions technique) visant à l'élaboration du programme de travail,
- Elle produit les comptes rendus de réunion, et autres documents nécessaires,
- Elle est maître d'ouvrage des éventuelles études à mener,
- Elle accueille, le (la) chargé (e) de mission dédié (e) dans ses locaux,
- Elle prépare les présentations dans les comités consultatifs (Conférence Territoriale de l'Action Publique, Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel, ...)

Agence Française pour la Biodiversité

L'Agence Française pour la Biodiversité accompagne la Collectivité territoriale de Martinique dans la mise en œuvre du programme d'actions conjointement défini. Cet accompagnement est triple :

- L'AFB soutient techniquement la démarche en se rendant disponible et en garantissant sa participation régulière au COS et au CGP, mais également en associant ses idées, ses compétences, ses outils, ses savoir-faire et sa capacité d'action,
- L'AFB contribue activement à la démarche en s'attachant à créer les conditions de la réussite par une conjugaison intelligente des politiques nationales, régionales et locales et une contribution à la mise en œuvre de stratégies et d'actions de reconquête de la biodiversité cohérentes, concrètes et adaptées à la réalité du terrain.
- L'AFB apporte son soutien financier dans les conditions définies par le programme d'actions

conjointement défini.

Le soutien financier sera précisé par une convention particulière de financement établie conformément au programme d'action défini conjointement.

État

L'État, représenté par la DEAL, met à disposition de la Collectivité territoriale son expertise et sa connaissance de la biodiversité en Martinique. Par conséquent, la DEAL joue le rôle d'expert technique en mobilisant, en interne :

- Les ressources documentaires nécessaires
- Les experts de la biodiversité et du patrimoine naturel (production d'expertises)

L'État désigne un interlocuteur dédié à la mission.

Parc naturel de la Martinique

*Le Parc naturel de la Martinique (qui regroupe 32 des 34 communes du pays autour d'un véritable projet stratégique à travers sa Charte approuvée par décret ministériel du 23 octobre 2012) est associé à la mise en oeuvre de cette stratégie. **La charte est le contrat d'objectifs qui concrétise le projet de protection et de développement durable du territoire du Parc. Elle fixe, en concertation, les objectifs à atteindre, les orientations de protection, de mise en valeur et de développement du Parc ainsi que les mesures qui lui permettent de les mettre en oeuvre.***

Le Parc favorisera :

- *l'amélioration du cadre de vie en promouvant un aménagement équilibré et respectueux des ressources patrimoniales et paysagères du territoire,*
- *le soutien d'une activité agricole diversifiée, de proximité et respectueuse de l'environnement,*
- *le développement des produits à forte valeur patrimoniale,*
- *la mise en place d'actions de formation aux métiers de l'eau et de l'environnement,*
- *la sensibilisation au respect de l'environnement l'animation et la promotion du territoire,*
- *la mise en oeuvre d'études scientifiques sur la biodiversité.*

Article 4 : Communication

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement et au préalable de la mise en oeuvre de toute action de communication liée aux domaines d'actions retenues en commun dans le cadre de l'exécution de la présente convention de partenariat.

De plus, elles s'engagent à définir conjointement, pour les actions le nécessitant, les modalités de diffusion des travaux réalisés en commun et à faire apparaître sur tout support de diffusion les logos de chacune d'elles, dans des formats similaires.

Les parties s'engagent à promouvoir les actions prévues et mises en oeuvre dans le cadre de la présente convention, par tout support approprié et, le cas échéant, par des supports de communication communs.

Dans le cadre des actions menées en commun, l'Agence Française pour la Biodiversité, l'État, la Collectivité territoriale de Martinique et le Parc naturel de la Martinique apposeront leurs logos sur les documents de présentation de l'action commune.

Les logos des parties devront figurer sur les produits édités ou diffusés ; leur traitement sera arrêté d'un commun accord.

Article 5 : Valorisation de la démarche

Les signataires de la convention veilleront à valoriser le bon avancement du programme d'actions défini

conjointement auprès d'autres régions intéressées, et notamment dans le cadre du groupe de travail « biodiversité » de Régions de France.

Article 6 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de sa signature. Elle pourra être prorogée par reconduction expresse.

Sa dénonciation par l'une ou l'autre des trois parties ne libère pas la partie qui dénonce, des obligations qu'elle a vis à vis des autres.

Article 7 – Propriété intellectuelle

La Collectivité territoriale de Martinique, l'État, l'Agence Française pour la Biodiversité et le Parc naturel de la Martinique conservent la propriété intellectuelle de leurs travaux et des informations qu'ils mettent à disposition dans le cadre de la présente convention. A cet effet, les parties s'engagent à mentionner la source des informations qu'elles seraient amenées à utiliser dans leurs propres travaux et publications.

La propriété intellectuelle des travaux réalisés dans le cadre de la présente convention est partagée par les parties qui en mentionneront la source commune.

Dans les cas où l'une des parties souhaite diffuser, dans le cadre de ce partenariat, des travaux d'expertise, d'études ou d'analyses menés par les autres, sans modification de la forme ou du fond, elle en informe au préalable les autres parties par écrit afin d'obtenir leur accord écrit.

Article 8 : Avenant

Toute modification substantielle des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Article 9 : Suivi de la mise en œuvre

La mise en œuvre de la présente convention, son suivi et le contrôle de son exécution sont exercés par le COPIL.

Article 10 : recours

La présente convention est régie par le droit français. Les signataires s'engagent à tenter par tous les moyens de régler à l'amiable les difficultés relatives à l'application de la présente convention.

Après épuisement des voix amiables, et en cas de désaccord persistant, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

Fait en quatre exemplaires à XX le XX XXX XXXX

Pour la Collectivité territoriale de Martinique

Pour l'Agence Française pour la Biodiversité

Le Président
Monsieur Alfred MARIE-JEANNE

Le Directeur Général
Monsieur Christophe AUBEL

Pour l'État

Pour le Parc naturel de la Martinique

Le Préfet
Franck ROBINE

Le Président
Monsieur Louis BOUTRIN



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-183-1-DE
Date de télétransmission : 23/08/2019
Date de réception préfecture : 23/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 23 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-183-1

PORTANT CRÉATION D'UN OBSERVATOIRE TERRITORIAL DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGETIQUE DE MARTINIQUE (OTTEE)

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis par la commission Développement durable, Environnement, Énergie, Risques naturels et technologiques le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la création d'un Observatoire Territorial de la Transition Écologique et Énergétique (OTTEE) de Martinique, par extension de l'Observatoire des Déchets de Martinique aux thématiques de l'Énergie, de l'Environnement et de l'Économie Circulaire.

ARTICLE 2 : Est approuvée la mise en place d'une démarche partenariale afin de définir les modalités d'adhésion et d'organisation de l'OTTEE, et l'élaboration d'une charte.

ARTICLE 3 : Est créé un Comité de Suivi de l'Observation de la Transition Écologique et Énergétique, composé de l'ensemble des partenaires adhérents de l'Observatoire.

Ce Comité de suivi est présidé par le Président du Conseil Exécutif de Martinique ou son représentant.

Est également mis en place un Comité d'Orientation chargé, notamment d'élaborer la feuille de route de l'Observatoire.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder à la mise en place des partenariats avec les organismes publics et privés intervenant dans les domaines précités et pour rechercher les financements nécessaires.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les documents et conventions afférents à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-184-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : -- 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-184-1

PORTANT APPROBATION DE LA MISE EN OEUVRE DU VOLET 2 DE LA PROCÉDURE DE MISE EN VALEUR DES TERRES INCULTES DANS LES COMMUNES DU PRÊCHEUR, DU MORNE-ROUGE ET DE RIVIÈRE-SALÉE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis par la commission développement agricole, agro-transformation et élevage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la poursuite par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), de la mise en oeuvre de la procédure de mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées dans les communes du Prêcheur, du Morne-Rouge et de Rivière-Salée.

ARTICLE 2 : Est autorisée la mise en oeuvre du volet 2 de l'opération de mise en valeur dans les trois communes mentionnées à l'article 1.

ARTICLE 3 : Est approuvé le plan de financement initial de 131 749,00 € HT, réparti comme suit :

- Europe (FEADER) : 111 986,65 € HT soit 85%
- CTM : 19 762,35 € HT soit 15%.

ARTICLE 4 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique ou toute personne habilitée, pour solliciter les subventions européennes en l'occurrence, le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER), mesure 7.1.1 : « Aide à l'aménagement foncier et protection des espaces agricoles et naturels », pour la mise en oeuvre de la procédure telle que la signature de la convention financière et des actes administratifs (rapports d'exécution, annexe 20, demande de paiements, avenants temporels, techniques et financiers) avec l'Autorité de Gestion des Fonds européens (UE/FEADER).

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour procéder aux éventuels ajustements financiers nécessaires et pour prendre toute mesure et signer l'ensemble des actes et documents utiles à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-185-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-185-1

PORTANT CLASSEMENT DU SITE DE DÉBARQUEMENT DE TROIS-RIVIÈRES EN AMÉNAGEMENT POUR LA PÊCHE D'INTERET TERRITORIAL (APIT) COMMUNE DE SAINTE-LUCE

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer le 13 mai 2019 ;

Considérant la demande formulée par la Commune de Sainte-Luce par courrier en date du 20 décembre 2018, de classer le site du port de pêche de « Trois-Rivières » en APIT ;

Considérant la nécessité de classer ce site en APIT afin de permettre à la Commune de bénéficier de fonds FEAMP ;
Considérant l'inscription de ce site dans le Plan Territorial d'Organisation et d'Equipped des Ports de Pêche (PTOEPP) adopté par délibération de l'Assemblée de Martinique n° 18-44-1 du 09 février 2018 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le classement en Aménagement pour la Pêche d'Intérêt Territorial (APIT), du site de débarquement de « Trois-Rivières » situé sur le territoire de la Commune de Sainte-Luce.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout document et prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente décision.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-186-1-DE
Date de télétransmission : 25/06/2019
Date de réception préfecture : 25/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-186-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU COMITÉ RÉGIONAL DES PÊCHES MARITIMES ET DES ÉLEVAGES MARINS POUR SON PROGRAMME D'ACTIONS 2019

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique de la mer, Métiers de la mer (Pêche, Aquaculture, Nautisme et Ressources marines dans la ZEE) le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent quatre-vingt mille euros (180 000,00 €), en autorisation d'engagement, est allouée au Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM), à titre de participation à son programme d'actions 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 936 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée selon les modalités fixées par convention.

À titre indicatif, la liquidation est programmée comme suit :

- 70% en crédits de paiement 2019.
- 30% en crédits de paiement 2020.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout document et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-187-1-DE
Date de télétransmission : 25/06/2019
Date de réception préfecture : 25/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

25 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-187-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'UNION DES SOCIÉTÉS MARTINIQUAISES DES SPORTS ATHLÉTIQUES (USMSA) AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNÉ (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de deux cent soixante-dix mille euros (270 000 €), est attribuée à l'Union des Sociétés Martiniquaises des Sports Athlétiques (USMSA) au titre de l'exercice 2019, dans le cadre de la gestion du Stade Louis Achille.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-188-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-188-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A LA LIGUE DE FOOTBALL DE MARTINIQUE POUR LA REALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIONS 2018-2019

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du développement durable et énergie, de l'économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la croissance verte (agriculture...), des transports et des sports ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission politique des sports le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Une subvention d'un montant de cent seize mille euros (116 000 €) est allouée à la Ligue de Football de Martinique pour la réalisation de son programme d'actions 2018-2019.

Cette somme est à répartir comme suit :

- 104 000 € pour les actions ;
- 12 000 € pour l'équipement.

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux chapitres 933 et 903 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et sont versées au bénéficiaire selon les modalités définies dans une convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-189-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-189-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION WNS RACING À TITRE DE CONTRIBUTION POUR L'ORGANISATION DE LA 4^{ÈME} ÉDITION DU MARTINIQUE RALLYE TOUR

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association WNS RACING, une subvention d'un montant de quarante mille euros (40 000 €) à titre de contribution pour l'organisation de la 4^{ème} édition du Martinique Rallye Tour 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée au bénéficiaire selon les modalités définies dans une convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-190-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-190-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION CARAÏBE SURF PROJECT À TITRE DE CONTRIBUTION POUR L'ORGANISATION DE LA MARTINIQUE SURF PRO 2019

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, Conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 13 mai 2019 ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association CARAIBE SURF PROJECT une subvention d'un montant de deux cent cinquante mille euros (250 000 €) à titre de contribution pour l'organisation de la Martinique Surf Pro 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée au bénéficiaire selon les modalités définies dans une convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-191-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-191-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION JET ATTITU'D À TITRE DE CONTRIBUTION POUR L'ORGANISATION DE LA 10^{ÈME} ÉDITION DE LA MARTINIK CUP

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Louis BOUTRIN, conseiller exécutif en charge du Développement durable et Énergie, de l'Économie bleue (plaisance métiers de la mer, énergie) et de la Croissance verte (agriculture...), des Transports et des Sports ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Politique des Sports le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée à l'association JET ATTITU'D, une subvention d'un montant de soixante mille euros (60 000 €) à titre de contribution pour l'organisation de la 10^{ème} édition de la Martinik Cup 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 933 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée au bénéficiaire selon les modalités définies dans une convention.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-192-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-192-1

PORTANT CESSION D' ACTIONS SOCIALES DETENUES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL) MARTINIQUE AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT AU PROFIT DE 11 COMMUNES

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABÉ (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-11-13 du 19 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la société publique locale « SPL Martinique Aménagement et Equipement » ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu les statuts de la SPL Martinique Aménagement et Equipement ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est approuvée la cession de 360 actions détenues par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) au capital social de la SPL Martinique Aménagement et Équipement .

Cette cession est répartie comme suit :

- Ajoupa-Bouillon : 10 actions
- Case-Pilote : 10 actions
- Diamant : 50 actions
- Fond-Saint-Denis : 10 actions
- Grand-Rivière : 10 actions
- Gros-Morne : 50 actions
- Morne-Rouge : 50 actions
- Morne-Vert : 10 actions
- Saint-Pierre : 10 actions
- Robert : 100 actions
- Vauclin : 50 actions.

ARTICLE 2 : La cession de ces actions se fait à leur valeur nominale, soit cent euros (100 €), dont 50 % de cette somme sont versés au bénéfice de la CTM et les 50% restant dans les caisses sociales de la SPL Martinique Aménagement et Équipement correspondant à la part non libérée par la CTM desdites actions lors de la constitution de la SPL Martinique Aménagement et Équipement.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toute mesure et signer tout acte nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190516-19-192-2-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-192-2

PORTANT DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE AU SEIN DES INSTANCES DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE (SPL) « MARTINIQUE AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT »

L'An deux mille dix-neuf, le seize mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Marie-France TINOT), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Stéphanie NORCA (procuration à Christiane BAURAS), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-11-13 du 19 janvier 2016 portant désignation de représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la société publique locale « SPL Martinique Aménagement et Equipement » ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 février 2016 portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil général et le Conseil régional et définition de mesures d'application ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu les statuts de la SPL Martinique Aménagement et Equipement ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Marinette TORPILLE, conseillère exécutive en charge du développement économique, de l'emploi et des aides aux entreprises ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est désigné, pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein du Conseil d'administration de la SPL Martinique Aménagement et Équipement, en complément des représentants désignés par la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-11-13, le conseiller territorial suivant :

- Monsieur Michel BRANCHI.

ARTICLE 2 : Est désigné, pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de l'Assemblée générale des actionnaires de la SPL Martinique Aménagement et Équipement, le conseiller territorial suivant :

- Monsieur Marius NARCISSOT.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-193-1-DE
Date de télétransmission : 22/07/2019
Date de réception préfecture : 22/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 22 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-193-1

PORTANT PRÉCISION DES MODALITÉS D'ATTRIBUTION AUX ASSISTANTS FAMILIAUX DE MAJORATIONS DE RÉMUNÉRATION POUR SUJÉTIONS EXCEPTIONNELLES

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération cadre n°CP/702-15 du 10 septembre 2015 portant revalorisation de la rémunération des assistants familiaux et des allocations aux enfants au titre de l'année 2013 ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Vu l'avis émis par la commission action sociale, gérontologie, personnes en situation de handicap, le 9 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est adoptée une grille d'analyse des contraintes imposées aux assistants familiaux assurant l'accueil d'un enfant handicapé, malade ou inadapté, nécessitant des soins particuliers ou une éducation spéciale, ceci afin de déterminer le taux de majoration de rémunération auquel ils ont droit.

ARTICLE 2 : Les taux sont applicables en fonction de la nature des contraintes suivantes :

- Taux 1 : cette indemnité est liée à la sujétion que suppose la garde d'un enfant de plus de trois ans présentant une énurésie rebelle à des traitements ;
- Taux 2 : cette indemnité est liée à la sujétion que suppose la garde d'un enfant de plus de deux ans présentant des troubles importants du comportement qui ne nécessitent pas obligatoirement un accueil en établissement spécialisé, mais requiert une présence et une attention quasi continue de l'adulte ;
- Taux 3 : cette indemnité est liée à la sujétion que suppose la garde d'un enfant présentant un handicap qui nécessiterait l'accueil en établissement spécialisé s'il n'était pas accueilli chez un assistant familial ;
- Taux 5 : cette indemnité est liée à la sujétion que suppose la garde d'un enfant en situation de handicap lourd ou de polyhandicap.

ARTICLE 3 : La commission chargée d'examiner les demandes de majorations de rémunération pour sujétions exceptionnelles est composée comme suit :

- le Conseiller Exécutif en charge des Affaires sociales, Santé, Solidarité,
- la Présidente de la Commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap,
- la Directrice générale adjointe (DGA) en charge des Solidarités,
- la Directrice générale adjointe (DGA) en charge des Ressources Humaines,
- la Directrice de la Prévention, Protection Enfance et Famille (DPPEF),
- la Directrice des Actions de Prévention Sanitaire,
- le Chef du Service Socio-éducatif de la DPPEF,
- la Cheffe du service Suivi des Etablissements et Prestations de la DPPEF.

La présidence de la commission est assurée par le Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé, Solidarité.

ARTICLE 4 : La commission chargée d'examiner les demandes de majorations de rémunération pour sujétions exceptionnelles se réunit au moins deux fois dans l'année et autant de fois que de besoin afin de se prononcer sur les demandes dont elle serait saisie, au vu d'un rapport présenté par le travailleur social référent et d'un rapport médical présenté par un médecin de la Direction des Actions de Prévention Sanitaire ou le médecin référent de l'Aide Sociale à l'Enfance nommé.

ARTICLE 5 : La majoration est décidée pour une période de 24 mois. Néanmoins, son montant étant proportionnel à l'importance des contraintes, elle peut être révisée à tout moment en cas d'évolution notable de l'état de santé de l'enfant, lors d'un changement de placement ou pour tout autre évènement le justifiant, afin de permettre une nouvelle évaluation des contraintes dues au trouble.

ARTICLE 6 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 9 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-194-1-DE
Date de télétransmission : 26/07/2019
Date de réception préfecture : 26/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 26 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-194-1

PORTANT MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE DE LA MODERNISATION DU DISPOSITIF D'ACCUEIL FAMILIAL POUR PERSONNES AGEES OU ADULTES HANDICAPES

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L 441-1 et suivants, R441-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles relatifs aux accueillants familiaux et modalités d'agrément ; ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n° 16-16-1 du 16 Février 2016 de l'Assemblée Martinique portant reconduction au sein de la Collectivité Territoriale de Martinique des dispositifs cadres pris par le Conseil Général et le Conseil Régional et définition de mesures d'application ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°17-131-1 du 16 mai 2017 portant réforme de l'accueil familial ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé, Solidarité;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, le 9 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Actions de prévention, PMI, ASE le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Sont approuvées les dispositions suivantes portant modalités de mise en œuvre de la modernisation du dispositif d'accueil familial pour personnes âgées et handicapées.

➤ **Instruction de la demande**

Les éléments ci-après font désormais partie intégrante de la procédure d'instruction de la demande d'agrément :

- l'inscription au dossier de demande d'agrément des normes du référentiel d'agrément en matière de conditions techniques du logement (superficie minimale des chambres et salles d'eau, dimensions des ouvrants et couloirs, sécurisation des lieux et circulation dans les pièces, distribution des pièces favorisant l'intégration de l'hébergé) ;
- la notification de l'irrecevabilité de la demande sur simple courrier après constat du contrôleur de l'application des lois de l'aide sociale en cas de non-respect de ces normes ou de l'existence de travaux en cours ;
- l'établissement d'une fiche d'enquête type ;
- l'audition du candidat uniquement en cas d'avis divergents du contrôleur de l'application des lois de l'aide sociale et du psychologue, sur présentation du dossier complet de demande d'agrément.

➤ **Conditions d'accueil (travaux, déménagement)**

Une autorisation préalable doit être obligatoirement délivrée par le Président du Conseil Exécutif de Martinique, dans chacun des cas suivants :

- la réalisation de travaux modifiant les conditions d'accueil. A cet égard, l'arrêté d'agrément doit porter la mention suivante :
« La Collectivité Territoriale de Martinique doit être tenue informée de tous travaux envisagés par l'accueillant, la réalisation de ceux-ci sans autorisation, pouvant être contraire à l'agrément délivré » ;
- le déménagement du lieu d'accueil. A cet égard, l'arrêté d'agrément doit porter la mention suivante :
« En cas de déménagement, la nouvelle adresse envisagée doit être notifiée au Président du Conseil Exécutif de Martinique, par lettre recommandée avec avis de réception, un mois au moins avant la date d'emménagement ».
Dans ce délai, le contrôleur de l'application des lois de l'aide sociale vérifie sur place la conformité du nouveau lieu d'accueil conformément aux critères de l'accueil familial.

En cas de non-respect des règles susmentionnées, un courrier de mise en demeure est adressé, fixant un délai de 3 mois pour s'y conformer. Dans le cas où la mise en demeure reste sans suite, le dossier est soumis à la commission consultative de retrait.

L'accueilli souffrant d'une pathologie déclarée doit fournir un bilan de santé de moins de 3 mois lors de la constitution de sa demande.

Le médecin territorial désigné par le Président du Conseil Exécutif de Martinique formule un avis sur le choix du type de placement, au regard du niveau de dépendance.

➤ **Conditions d'exercice**

La limite d'âge pour exercer l'activité d'accueillant familial est fixée à 70 ans.

A partir de 65 ans, la poursuite de l'activité est conditionnée à la production annuelle de certificats médicaux d'aptitude.

➤ **Quota d'accueil**

Le quota d'accueil est porté à 210 places agréées jusqu'en 2021.

➤ **Formation et offre de professionnalisation de l'activité de l'accueil familial**

La Collectivité Territoriale de Martinique organise et prévoit :

- la formation de l'ensemble des accueillants familiaux à la prévention secours civique de niveau 1 ;
- les formations initiales et continues, par le biais de marchés à procédure adaptée.

De plus, la délivrance de l'agrément et son renouvellement sont subordonnés à la détention par le postulant, de diplômes de niveau V (CAP-BEP), tel que le Diplôme d'Etat d'Auxiliaire de Vie Sociale (DEAVS) ou le Diplôme d'Etat d'Accompagnant Educatif et Social (DEAES).

➤ **Versement de la prestation**

Le versement de l'aide sociale à l'hébergement au titre de l'accueil familial se fait désormais directement aux personnes accueillies.

➤ **Obligations de l'accueilli**

L'accueilli ou son représentant légal doit désormais s'acquitter de ses obligations d'employeur, assurées jusqu'alors par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le contrat d'accueil et le projet d'accueil personnalisé doivent contenir une clause relative aux horaires de visite déterminée par les parties.

➤ **Accompagnement des accueillants et des accueillis**

Est approuvé le principe d'accompagnement des accueillants et des personnes déjà hébergées, par un prestataire extérieur dans le cadre d'un marché public.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés avec 17 abstentions, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-195-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 25 MAI 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-195-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ÉTABLISSEMENT D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES DU CENTRE EMMA VENTURA, ANNEXE DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté conjoint PCE/DGARS n° 307 du 30 janvier 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes du Centre « Emma Ventura » géré par le Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM) ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé, et des Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Actions de prévention, PMI, ASE le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de cent onze mille cinq cent soixante-trois euros (111 563,00 €) à l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes du Centre «Emma Ventura », annexe du Centre Hospitalier Universitaire de Martinique, pour l'amélioration des conditions de prise en charge des résidents.

Ladite subvention est répartie comme suit :

- 42 900,00 € pour l'acquisition d'un véhicule de type minibus de 9 places pour le transport des personnes à mobilité réduite « TPMR » ;
- 68 663,00 € pour les travaux de rénovation des salles-de-bain, de sécurisation et de mise aux normes des espaces de restauration.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toute mesure et à signer la convention ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-196-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-196-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MARTINIQUE POUR LA RÉALISATION DE L'ÉTUDE « EXPOSITION AUX PESTICIDES ET EXPRESSION CLINIQUE DU PARKINSON AUX ANTILLES FRANÇAISES – PAROX »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGÉLIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, de la Santé, et des Solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de douze mille deux cent cinquante euros (12 250 €) au Centre Hospitalier Universitaire de Martinique, pour la réalisation d'une étude intitulée « Exposition aux pesticides et expression clinique du Parkinson aux Antilles Françaises - PAROX ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et versée selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 60 % dès que la présente délibération est exécutoire,
- Le solde sur présentation d'un compte rendu complet et d'un bilan financier pour la réalisation de cette étude PAROX. Ces documents présenteront les modalités de réalisation de l'étude, les différentes conclusions et le coût de cette étude.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par voie d'arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, toute mesure d'exécution et d'ajustement relative à la présente décision.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-197-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2019
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 6 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-197-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA PROMOTION DE LA RECHERCHE EN ONCOLOGIE ET MÉDECINE NUCLÉAIRE (AMPROM) POUR L'ORGANISATION DE LA 2^{ÈME} ÉDITION DU COLLOQUE CARIBÉEN SUR LE CANCER DE LA THYROÏDE EN MARS 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, le 9 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant de huit mille six cent dix-huit euros trente-trois centimes (8 618,33 €) à l'Association pour la Promotion de la Recherche en Oncologie et Médecine Nucléaire (AMPROM), pour l'organisation de la 2^{ème} édition du colloque caribéen sur le cancer de la thyroïde, qui s'est tenue en mars 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La subvention mentionnée à l'article 1 est versée sur présentation du compte rendu et du bilan financier de la seconde conférence internationale sur le cancer de la thyroïde, datés, signés et certifiés conformes par le Président de l'association.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre par arrêté-délibéré au sein du Conseil Exécutif, les mesures d'ajustements relatives à la présente décision.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-198-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2019
Date de réception préfecture : 30/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-198-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION MARTINICAISE POUR LA RECHERCHE ÉPIDÉMIOLOGIQUE EN CANCÉROLOGIE (AMREC) POUR LE FONCTIONNEMENT DU REGISTRE DES CANCERS AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de quarante-cinq mille euros (45 000,00 €), à l'Association Martiniquaise pour la Recherche Épidémiologique en Cancérologie (AMREC), pour le fonctionnement du Registre des Cancers - Exercice 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention qui régit les rapports entre les parties.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Claude LISE'. To the right of the signature is a circular official seal. The seal features a central emblem with a sun and a landscape, surrounded by the text 'Collectivité Territoriale de Martinique' and a decorative border.

Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-199-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 1 AOÛT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-199-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION DES CENTRES MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUES (ACMPP) POUR L'ORGANISATION DU 18^{ÈME} CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE FORMATION ET DE RECHERCHE EN EDUCATION FAMILIALE (AIFREF) EN MARTINIQUE EN MAI 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action de prévention, PMI, ASE le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de trente mille euros (30 000 €), à l'association des Centres Médico-Psycho-Pédagogiques de la Martinique (ACMPP), pour l'organisation du 18^{ème} Congrès international de l'Association Internationale de Formation et de Recherche en Éducation Familiale (AIFREF) en Martinique, qui s'est tenu en mai 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention qui régit les rapports entre les parties .

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-200-1-DE
Date de télétransmission : 01/08/2019
Date de réception préfecture : 01/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : → 1 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-200-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT À L'ÉTABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES « TERREVILLAGE – GEORGES VATON » GÉRÉ PAR L'ASSOCIATION « OZANAM ALZHEIMER »

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté conjoint PCE/DGARS n° 6504 du 13 septembre 2017 portant renouvellement de l'autorisation de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Terrevillage – Georges Vaton » géré par l'Association « Ozanam Alzheimer » ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gériatrie, Personnes en situation de handicap, le 9 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Santé et Action : de prévention, PMI, ASE le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'investissement d'un montant de quatre-vingt quatre mille euros (84 000 €), à l'Association « Ozanam Alzheimer », en vue de l'amélioration des conditions d'hébergement des résidents et des conditions de travail du personnel de l'EHPAD « Terrevillage – Georges Vatou ».

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 904 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à la présente délibération et à signer la convention et tous les actes y afférents.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-201-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2019
Date de réception préfecture : 30/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-201-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION FÉDÉRATION MARTINICAISE DE FOYERS RURAUX (FMFR) POUR SON PROGRAMME D' ACTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2018

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis par la commission Action sociale, Gérontologie, Personnes en situation de handicap, le 9 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt mille euros (20 000,00 €), à l'association Fédération Martiniquaise des Foyers Ruraux (FMFR), pour la réalisation de son programme d'actions au titre de l'exercice 2018.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention qui régit les rapports entre les parties.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190730-19-202-1-DE
Date de télétransmission : 30/07/2019
Date de réception préfecture : 30/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 30 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-202-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À LA VILLE DU GROS-MORNE POUR LA PREMIÈRE ÉDITION DES ASSISES DE LA VIE ASSOCIATIVE DE LA MARTINIQUE EN MARS 2019

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission Finances, Programmation budgétaire et Fiscalité et la commission Développement économique et Tourisme le 7 mai 2019 ;

Considérant que le Conseiller à l'Assemblée de Martinique, Monsieur Gilbert COUTURIER, n'a pas participé ni assisté au vote ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de vingt-cinq mille euros (25 000,00 €) à la Ville du Gros-Morne pour l'organisation de la première édition des assises de la vie associative de la Martinique, qui s'est tenue en mars 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre fonctionnel 934 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Les modalités d'attribution et de versement de la subvention mentionnée à l'article 1 sont fixées dans une convention qui régit les rapports entre les parties.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-203-1-DE
Date de télétransmission : 06/08/2019
Date de réception préfecture : 06/08/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 6 AOUT 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-203-1

PORTANT LEVÉE DE LA DÉCHÉANCE QUADRIENNALE AFFECTANT L'AIDE À LA CONSTRUCTION DURABLE (ACD) ALLOUÉE À MADAME FLAVIEN BERNADETTE LEBON

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération CR n° 08-1133-16 du 16 septembre 2008, portant octroi d'une prime parasismique à Madame Flavien Bernadette LEBON pour la construction d'une maison individuelle ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est levée la déchéance quadriennale affectant l'Aide à la Construction Parasismique accordée à Madame Flavien Bernadette LEBON, par la délibération n°08-1133-16 du 16 septembre 2008, pour la construction de sa maison individuelle.

ARTICLE 2 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-204-1-DE
Date de télétransmission : 25/07/2019
Date de réception préfecture : 25/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 25 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-204-1

PORTANT REJET DE LA PROPOSITION D'ADHÉSION DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE, AU COMITÉ NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS)

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Yan MONPLAISIR, Vice-président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Claude LISE (procuration à Raphaël MARTINE), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, Conseiller exécutif, en charge des Affaires sociales, Santé et Solidarités ;

Considérant les observations formulées par les membres de l'Assemblée de Martinique au cours des débats lors de l'examen de ce dossier ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est rejetée la proposition, pour la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), d'adhérer et de confier la gestion des prestations des oeuvres sociales du personnel de la CTM, au Comité National d'Action Sociale (CNAS).

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 27 voix contre et 12 voix pour, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190517-19-205-1-DE
Date de télétransmission : 18/06/2019
Date de réception préfecture : 18/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

18 JUIN 2019

DÉLIBÉRATION N°19-205-1

**PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CAOM) 2019
ENTRE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ÉTAT
RELATIVE À LA MOBILISATION D'AIDES AUX POSTES EN FAVEUR DE L'INSERTION
DES BÉNÉFICIAIRES DU REVENU DE SOLIDARITÉ ACTIVE (RSA) DANS LE SECTEUR NON MARCHAND**

L'An deux mille dix-neuf, le dix-sept mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Claude BELLUNE, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Nadine RENARD, Sandrine SAINT-AIME, Patricia TELLE, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à David ZOBDA), Johnny HAJJAR (procuration à Michelle MONROSE), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA (procuration à Georges CLEON), Charles-André MENCE (procuration à Fred LORDINOT), Justin PAMPHILE, Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT (procuration à Sandra VALENTIN).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n°2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Francis CAROLE, conseiller exécutif en charge des affaires sociales, de la santé et des solidarités ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) 2019 entre la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'Etat relative à la mobilisation des aides aux postes en faveur des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans le secteur non marchand et dans le secteur de l'insertion par l'activité économique comme suit :

- Prescription et cofinancement de 200 Parcours Emploi Compétences (PEC) dans le secteur non marchand au profit de bénéficiaires du RSA ;
- Cofinancement de 600 Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) prescrits par Pôle Emploi dans les Ateliers d'Insertion, les Entreprises d'Insertion et les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion au profit de bénéficiaires du RSA.

Pour chaque PEC ET CDDI prescrit, la participation forfaitaire de la CTM équivaut à une aide mensuelle versée pendant toute la durée d'emploi correspondant à 88 % du montant forfaitaire du RSA. Cette aide pourra faire l'objet d'un financement au titre du Fonds Social Européen (FSE).

ARTICLE 2 : Les dépenses correspondantes sont imputées au chapitre fonctionnel 934-4 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour décider au sein du Conseil Exécutif, de toute mesure d'application et d'ajustement relative à la présente décision, et notamment pour rechercher un financement au titre du FSE, et adapter à cet effet si besoin, la convention.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour prendre toutes dispositions nécessaires à l'application et la mise en œuvre de la présente décision, et signer tous les actes et les documents inhérents à cette affaire.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique



Marie-France TOUL





**Convention annuelle d'objectifs et de moyens 2019
entre la Collectivité Territoriale de la Martinique et l'État
relative à la mobilisation d'aides aux postes en faveur de l'insertion des
bénéficiaires du RSA dans le secteur non marchand et dans le secteur de
l'activité économique**

- VU la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active et réformant les politiques d'insertion,
- VU l'ordonnance n° 2010-686 du 24 juin 2010 portant extension et adaptation dans les Départements d'Outre-Mer, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008,
- VU le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au Contrat Unique d'Insertion,
- VU le décret n° 2010-1729 du 30 décembre 2010 relatif au Contrat Unique d'Insertion dans les DOM, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon,
- VU la délibération n° 517-13 du 12 septembre 2013 de la Commission Permanente du Conseil général de la Martinique relative au cadre Départemental d'appui à l'Insertion par l'activité économique,
- VU la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 portant loi de finances et notamment son article 142
- VU les articles L. 5132-2 et suivants du code du travail,
- VU le décret n° 2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,
- VU le décret n° 2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide au poste d'insertion en faveur des structures de l'insertion par l'activité économique,
- VU l'arrêté n°R02 2019 04 25 002 du 27 avril 2019 fixant le montant des aides de l'État pour les Contrats uniques d'Insertion,
- VU la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
- VU la délibération n°16-144-1 des 19 et 20 juillet 2016 portant cadre d'Appui de la Collectivité Territoriale de Martinique aux Structures de l'Insertion par l'activité Économique,
- VU la délibération n° xxxxxx en date du xxxxxxxxx de l'Assemblée de Martinique autorisant Monsieur le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale

de Martinique à signer la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens 2019 relative à la mobilisation d'aides aux postes en faveur de l'insertion des bénéficiaires du RSA dans le secteur non marchand,

PRÉAMBULE

La présente Convention Annuelle d'Objectifs de Moyens (CAOM) 2019, relative aux dispositifs d'aides aux postes en faveur de l'insertion des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) du secteur non marchand, fixe les conditions d'engagement de la Collectivité Territoriale de Martinique et de l'État d'optimisation de leurs interventions financières. Ces dernières ayant pour but de maintenir une offre d'insertion par l'emploi conforme aux besoins des bénéficiaires du RSA, du secteur non marchand au niveau des territoires, dans un contexte où les interventions publiques sont contraintes.

L'enjeu réaffirmé de cette convention est de garantir la promotion d'une politique cohérente et stable de nature à favoriser l'accès à un parcours d'insertion vers l'emploi durable et adapté aux besoins des bénéficiaires du RSA rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

L'État a pour objectif, dans le cadre de la politique nationale, de diminuer le chômage de longue durée et d'accroître les entrées en emploi des publics prioritaires visés par l'arrêté du Préfet de Martinique relatif à la prise en charge des contrats aidés en 2019.

La Collectivité Territoriale de Martinique pour sa part, s'engage à favoriser l'accès et le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA en apportant son soutien aux employeurs du secteur non marchand notamment dans le cadre de l'Économie Sociale et Solidaire en contribuant aux besoins collectifs insuffisamment ou non satisfaits.

PREMIÈRE PARTIE : DISPOSITIONS RELATIVES AU SECTEUR NON MARCHAND ET AUX PARCOURS EMPLOI COMPÉTENCES

Les présentes dispositions ont pour objet de fixer, pour l'année 2019, les objectifs quantitatifs de prescription et de co-financement des Parcours Emploi Compétences (PEC) basés sur le triptyque Emploi-Formation-Accompagnement pour des bénéficiaires du RSA.

Chapitre 1 : Modalités et objectifs en matière de prescription

1.1.1 *Employeurs éligibles*

Conformément à la réglementation en vigueur, seuls les employeurs du secteur non marchands sont éligibles aux PEC mis en œuvre dans le cadre de la présente convention.

La conclusion du PEC est conditionnée, d'une part, à la capacité de l'employeur à offrir des postes et un environnement de travail propices à un parcours d'insertion et, d'autre part, à l'engagement de l'employeur à mener des actions de formation, a minima pré-qualifiantes, des actions d'aide à l'insertion et/ou de mise en place de périodes de mises en situation en milieu professionnel (PMSMP).

1.1.2 *Objectifs de prescription*

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'État conviennent que **200** PEC, renouvellements compris, seront prescrits au profit de bénéficiaires du RSA dans le cadre de la présente convention. Cet objectif est susceptible d'évoluer par avenant au vu de l'avancement des prescriptions.

La décision de renouveler l'octroi à l'employeur d'une aide à l'insertion professionnelle n'est ni prioritaire, ni automatique. Elle est subordonnée aux résultats de l'examen de son utilité pour le bénéficiaire. Elle est prononcée sous réserve du respect de ses engagements par l'employeur.

1.1.3 *Conditions de la prescription*

En application de l'article L. 5134-19-1 du code du travail, le Président du Conseil Exécutif de la CTM assure la prescription des PEC couverts par la présente convention.

CTM veillera à ce que :

- En amont du PEC, pendant et à sa sortie :
 - d'une part, que soit élaboré un diagnostic avec le BRSA pour définir un projet professionnel cohérent, les compétences à acquérir et les actions de formations correspondantes ;
 - d'autre part, que soit mis en œuvre l'entretien tripartite (au moment de la signature de la demande d'aide pour formaliser l'ensemble des engagements pris), le suivi effectif régulier pendant l'exécution du contrat et,
 - enfin, que l'entretien de sortie, 1 à 3 mois avant la fin du contrat, soit effectivement réalisé,

- L'employeur prend obligatoirement des engagements qualitatifs importants relatifs notamment à l'intégration, le tutorat, l'accompagnement professionnel et s'engage sur les formations professionnalisantes correspondant au projet défini.

Cette prescription emporte décision d'attribution de l'aide à l'insertion professionnelle de l'État et de la CTM.

1.1.4 Durée hebdomadaire de travail prise en charge

La durée hebdomadaire de travail prise en charge au titre des PEC couverts par la présente convention est de **20 heures** sur une période de **10 mois**.

1.1.5 Montant des aides à l'insertion professionnelle versées à l'employeur

Pour chaque PEC conclu en application de la présente convention :

- La CTM s'engage à contribuer au financement de l'aide au poste par une participation mensuelle égale à **88 %** du RSA socle applicable à une personne isolée sans activité. L'engagement financier total de la Collectivité Territoriale de Martinique est évalué à UN MILLION QUATRE VINGT QUINZE MILLE HUIT CENT VINGT NEUF EUROS (**1 095 829€**), hors frais de gestion A.S.P.
- L'État s'engage à financer l'aide au poste par une contribution mensuelle égale à **60%** du taux horaire brut du salaire minimum interprofessionnel de croissance. Cet engagement financier de l'État est évalué à UN MILLION QUARANTE TROIS MILLE CENT VINGT EUROS (**1 043 120 €**).

Le montant total des contributions versées par la CTM et l'Etat à l'employeur représente **75 %** de la rémunération brute.

1.1.6 Versement de l'aide à l'insertion professionnelle

L'aide de l'État aux employeurs de salariés en PEC couverts par la présente convention est versée par l'Agence des Services et de Paiement (ASP).

Le paiement de la participation de la CTM est confié à l'ASP, en vertu de l'article R. 5134-40 du code du travail et d'une convention de gestion établie à cet effet entre le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique et le Préfet de Martinique.

Chapitre 2 : Suivi des modalités d'accompagnement et de formation des salariés

La CTM s'assure que les employeurs des salariés en PEC couverts par la présente convention mettent en œuvre les dispositions prévues aux articles L. 5134-23-2, R. 5134-31, R. 5134-37 à R. 5134-39 du Code du Travail.

En outre, la CTM s'engage à porter une attention particulière au suivi par l'employeur de ses engagements. L'employeur devra, entre autre :

- Accompagner toute demande de renouvellement de la convention de PEC, d'un bilan
 - des actions de formation et d'accompagnement mises en œuvre à l'attention du salarié, et
 - de celles qu'il envisage de mettre en place durant la période de renouvellement ;
- Délivrer obligatoirement au salarié une attestation d'expérience professionnelle à l'échéance du contrat.

Chapitre 3 : Système d'information

L'annexe financière à la présente convention rédigée sur le formulaire CERFA PEC est transmise à l'ASP par l'État.

La CTM s'engage à tout mettre en œuvre pour :

- saisir sur l'outil EXTRANET mis à sa disposition par l'ASP, les numéros d'ordre des PEC, dans un **délai maximal de huit (8) jours** suivant la signature du Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique,
- transmettre les formulaires CERFA à l'ASP dans un **délai maximal de huit (8) jours** suivant leur signature.

L'ASP est chargée par la CTM et l'État de procéder à la saisie des informations portées sur les formulaires CERFA, en vue,

- d'une part, de fournir des statistiques sur les contrats et,
- d'autre part, de permettre le pilotage opérationnel et budgétaire des dispositifs, ainsi que leur évaluation dans le cadre de la présente convention.

L'ASP s'engage à transmettre trimestriellement à la CTM les données statistiques disponibles.

DEUXIÈME PARTIE : DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE D'INSERTION (CDDI) DANS LE SECTEUR DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

La Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) et l'État confortent pour 2019 leur volonté commune de poursuivre et d'approfondir leur collaboration afin d'assurer la prise en charge des bénéficiaires du RSA mis en emploi sous Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) dans le secteur de l'insertion par l'activité économique.

Chapitre 1 : Modalités et objectifs de co-financement de contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

1.1 Employeurs et bénéficiaires éligibles

L'action de la CTM se concentre sur les bénéficiaires du RSA inscrits dans un parcours d'insertion, sous Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI), au sein de Structures d'Insertion par l'Activité Économique agréées par les services de l'État que sont :

- les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI),
- les Entreprises d'Insertion (EI) et
- les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI),

Conformément à l'article L. 5132-3-1 du code du travail, lorsque la structure d'accueil du parcours d'insertion est une EI, une ETTI ou un ACI, l'éligibilité des bénéficiaires du RSA est validée préalablement par Pôle emploi via un agrément, au vu notamment des éléments du diagnostic socioprofessionnel posé par le Contrat d'Engagement Réciproque (CER).

Lorsqu'il s'agit d'une Association Intermédiaire (AI), l'agrément préalable de Pôle emploi n'est pas requis pour les personnes embauchées mises à disposition hors entreprises.

1.2 Objectifs de cofinancement de Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI)

L'État et la CTM conviennent que **600** postes en Équivalent Temps Plein (ETP) en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) occupés par des bénéficiaires du RSA socle, y compris les renouvellements, seront cofinancés par la CTM dans le cadre de la présente convention.

1.3 Durée des parcours d'insertion sous CDDI

Le CDDI est signé pour une durée minimale de 4 mois (sauf pour les personnes ayant fait l'objet d'une condamnation et bénéficiant d'un aménagement de peine). Il est renouvelable dans la limite d'une durée totale de 24 mois.

Il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans dans les 2 cas suivants :

- pour permettre d'achever une action de formation professionnelle en cours de réalisation à l'échéance du contrat,
- ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé (la prolongation étant accordée par Pôle emploi après examen de la situation du salarié).

La durée hebdomadaire minimale de travail au titre des CDDI est fixée à 20 heures. Elle peut varier sur tout ou partie de la période couverte par le contrat, sans dépasser 35 heures.

Seules les associations intermédiaires qui ont conclu une convention de coopération avec Pôle Emploi peuvent effectuer des mises à disposition auprès des employeurs mentionnés à l'article L. 2211-1 dans les conditions mentionnées à l'article L 5132-9 du Code du Travail.

1.4 Montant de l'aide à l'insertion professionnelle

Pour chaque CDDI conclu en application de la présente convention, la CTM s'engage, **dans la limite de la durée contractuelle**, à contribuer au financement de l'aide au poste par une contribution mensuelle équivalente à 88% du RSA socle applicable à une personne isolée sans activité. L'engagement financier total de la Collectivité Territoriale de Martinique est évalué à TROIS MILLIONS NEUF CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE CENT TRENTE SIX EUROS (3 491 136 €), hors frais de gestion A.S.P

La contribution de l'État à la mise en emploi des BRSA est évaluée à (TROIS MILLIONS CENT VINGT NEUF MILLE TROIS CENT SOIXANTE EUROS (3 129 360€).

1.5 Versement de l'aide

Le versement aux employeurs de la part de l'État est assuré par l'ASP.

Par convention et conformément aux articles R. 5134-40 et R. 5134-63 du code du travail, le Président du Conseil exécutif de la CTM délègue à l'ASP le paiement de la part CTM de l'aide au poste au titre des CDDI.

Chapitre 2: Co-financement complémentaire des Structures d'Insertion par l'Activité Économique au titre du cadre d'appui territorial de l'Insertion par l'Activité Économique.

Le cadre d'appui aux Structures de l'Insertion par l'Activité Économique (SIAE) voté par la délibération 16-144-1 de l'Assemblée de Martinique du 25 août 2016 prévoit un accompagnement financier supplémentaire des SIAE agréées qui emploient des BRSA.

Le document est joint en annexe à la présente convention.

TROISIÈME PARTIE : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

Chapitre 1 : Réajustement des objectifs et des montants financiers

La CTM et l'Etat conviennent :

- qu'un réajustement des objectifs d'entrées prévus à la présente convention peut avoir lieu par avenant en cours d'exécution sous réserve des crédits disponibles ;
- que les montants financiers inscrits sont actualisés afin d'intégrer les effets de la revalorisation du montant du revenu de solidarité active en cours exécution de la convention ;
- qu'une fongibilité des effectifs de PEC et de CDDI ainsi que des enveloppes financières correspondantes, sera appliquée afin de permettre d'atteindre l'objectif de financement des 800 mises en emploi de BRSA ?

Chapitre 2 : Remboursement par le Fond Social Européen :

La contribution financière de la Collectivité Territoriale de Martinique fera l'objet d'un cofinancement par le Fond Social Européen.

Ce cofinancement sera appelé directement par la Collectivité Territoriale de Martinique.

Chapitre 3 : Pilotage de la convention

Le suivi et le pilotage de la mise en œuvre de la présente convention s'effectueront en partenariat par l'État et la CTM au sein d'un comité de pilotage co-présidé par le Président du Conseil Exécutif et le Préfet, ou leurs représentants. Ce comité de pilotage **se réunit au moins une fois par trimestre**. Il peut, en tant que de besoin, associer à ses travaux toute personne qualifiée dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle.

Chapitre 4 : Échange d'informations

La CTM et l'État s'engagent à s'échanger toutes informations permettant le suivi des prescriptions.

La forme des tableaux de bord et les modalités d'échange de données pourront être établies par le Service Public de l'Emploi Régional (SPER).

Chapitre 5 : Clause relative à la protection des données à caractère personnel

Les données contenues dans les supports et documents informatiques sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal).

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les cocontractants s'engagent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et des échanges et notamment d'empêcher qu'ils ne soient déformés, endommagés ou communiqués à des personnes non autorisées.

Chapitre 6 : Durée de la convention

La présente Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens est conclue pour la période du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019. Elle peut être modifiée ou renouvelée par voie d'avenant.

Fait à Fort de France (en 4 exemplaires),

Le

Le Préfet de Martinique

Franck ROBINE

Le

Le Président du Conseil Exécutif de
la Collectivité Territoriale de
Martinique

Alfred MARIE-JEANNE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-206-1-DE
Date de télétransmission : 20/06/2019
Date de réception préfecture : 20/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE **AFFICHAGE LE : 20 JUIN 2019**

DÉLIBÉRATION N°19-206-1

**PORTANT ADOPTION DU PACTE TERRITORIAL D'INVESTISSEMENT DANS
LES COMPÉTENCES ENTRE L'ÉTAT ET LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE MARTINIQUE 2019-2022**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu l'avis favorable du Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelle (CREFOP) en date du 12 février 2019 ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est adopté le Plan d'Investissement dans les compétences dénommé « Pacte Territorial d'Investissement dans les Compétences Martinique 2019-2022 ».

ARTICLE 2 : Est autorisée la mise en oeuvre par la Collectivité Territoriale de Martinique, du « Pacte Territorial d'Investissement dans les Compétences, 2019-2022 » qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'Investissement 2018-2022 initié par le Gouvernement.

ARTICLE 3 : La Collectivité Territoriale de Martinique s'engage à maintenir son effort propre, soit un chiffre socle évalué à 23 506 000 € par an.

La participation prévisionnelle de l'Etat aux programmes déployés par la Collectivité Territoriale de Martinique s'élève au montant total de 27 600 000 € sur la période 2019-2022.

Ces sommes se répartissent comme suit :

Effort financier de la Collectivité Territoriale de Martinique					
	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Chiffre Socle	23 506 000 €	23 506 000 €	23 506 000 €	23 506 000 €	94 024 000 €
Engagements financiers de l'Etat envers la Collectivité Territoriale de Martinique					
Recettes attendues en provenance de l'Etat	4 800 000 €	8 000 000 €	8 000 000 €	6 800 000 €	27 600 000 €

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tous les actes et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment le pacte et les conventions financières annuelles sur la période 2019-2022.

ARTICLE 5 : Les dépenses et les recettes afférentes à la mise en oeuvre du Pacte adopté, sont imputées aux chapitres du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique correspondants à la nature des opérations.

ARTICLE 6 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 8 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'Etat dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-207-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-207-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION A L'ASSOCIATION POUR LA FORMATION, LE DEVELOPPEMENT ET L'INSERTION DES JEUNES - ECOLE DE LA 2^{EME} CHANCE SUD (AFDIJ -E2C SUD) DE MARTINIQUE POUR LA REALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITES POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat d'objectifs et de moyens avec l'Association pour la Formation, le Développement et l'Insertion des Jeunes - Ecole de la 2^{ème} Chance SUD (AFDIJ-E2C Sud), pour la réalisation de son programme d'activités en 2019.

ARTICLE 2 : Est attribuée une dotation d'un montant de deux cent trente mille euros (230 000,00 €), à l'AFDIJ-E2C Sud au titre du fonctionnement, pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
230 000,00 €	184 000,00 €	2019
	46 000,00 €	2020

ARTICLE 4 : La somme mentionnée à l'article 2 est versée à l'attributaire selon des modalités fixées dans un contrat d'objectifs et de moyens.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-207-2-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : – 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-207-2

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION A L'ECOLE DE LA 2^{EME} CHANCE (E2C) CENTRE MARTINIQUE POUR LA REALISATION DE SON PROGRAMME D'ACTIVITES POUR L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 13 mai 2019 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer le contrat d'objectifs et de moyens avec l'École de la 2^{ème} chance Centre Martinique (E2C Centre), pour la réalisation de son programme d'activités en 2019.

ARTICLE 2 : Est attribuée une dotation d'un montant de trois cent mille euros (300 000,00 €), à l'E2C Centre au titre du fonctionnement pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
300 000,00 €	240 000,00 €	2019
	60 000,00 €	2020

ARTICLE 4 : La somme mentionnée à l'article 2 est versée à l'attributaire selon des modalités fixées dans un contrat d'objectifs et de moyens.

ARTICLE 5 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-208-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : -

- 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-208-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE DOTATION A POLE EMPLOI POUR LE DEVELOPPEMENT PARTAGE ET RENFORCE DE LA FORMATION DES DEMANDEURS D'EMPLOI AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 13 mai 2019 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une dotation d'un montant de douze millions sept cent quarante-quatre mille sept cent huit euros (12 744 708 €) à Pôle Emploi pour le développement partagé et renforcé de la formation des demandeurs d'emploi, pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

	Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
dotation	12 744 708 €	10 195 766,40 €	2019
		2 548 941,60 €	2020

ARTICLE 3 : Une dotation d'un montant de trois cent cinquante mille euros (350 000 €) est attribuée à Pôle Emploi, pour l'exercice 2019, au titre des frais de gestion.

Cette somme est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et est versée à l'attributaire selon des modalités fixées dans une convention de partenariat.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération, et modifier, le cas échéant, les modalités de versement.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, 1 élu ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Mario-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-209-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-209-1

PORTANT ATTRIBUTION DE DOTATIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT AU REGIMENT DU SERVICE MILITAIRE ADAPTE DE MARTINIQUE (RSMAM) AU TITRE DE L'EXERCICE 2019 POUR LA FORMATION DES STAGIAIRES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : Est attribuée une dotation d'un montant d'un million vingt-neuf mille cent soixante dix huit euros (1 029 178, 00 €) en autorisation d'engagement au Régiment du Service Militaire Adapté de Martinique (RSMAM) pour la réalisation de son programme d'actions couvrant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019 et se décomposant comme suit :

- au titre du fonctionnement (actions de formation) : 1 000 000,00 €
- au titre de l'investissement : 29 178,00 €.

ARTICLE 2 : La subvention est imputée aux chapitres 902 et 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
1 029 178, 00 €	811 671,20 €	2019
	217 506,80 €	2020

ARTICLE 3 : Les sommes mentionnées à l'article 1 sont versées à l'attributaire selon les modalités fixées dans un contrat d'objectifs et de moyens .

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, 1 élu ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019: /

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-210-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-210-1

PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ECOLE DE FORMATION PROFESSIONNELLE MARITIME ET AQUACOLE (EFPMA) AU TITRE DE L'EXERCICE 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission insertion, économie sociale et solidaire et la commission formation professionnelle et apprentissage le 13 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est attribuée une subvention d'un montant d'un million huit cent trente mille euros (1 830 000 €) à l'association de gérance de l'Ecole de Formation Professionnelle Maritime et Aquacole (EFPMA), pour la mise en place de son programme d'actions pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 932 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique et inscrite en crédits de paiement (CP) selon l'échéancier prévisionnel suivant :

	Autorisation d'engagement	Crédits de paiement	Année
Dotation	1 830 000 €	1 464 000 €	2019
		366 000 €	2020

ARTICLE 3 : La somme mentionnée à l'article 1 est versée à l'attributaire selon des modalités fixées dans un contrat d'objectifs et de moyens.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-211-1-DE
Date de télétransmission : 14/06/2019
Date de réception préfecture : 14/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

AFFICHAGE LE : 14 JUIN 2019

DÉLIBÉRATION N°19-211-1

**PORTANT RETRAIT DES DÉLIBÉRATIONS DU DÉPARTEMENT DE LA MARTINIQUE
N° CP/1375-04 DU 16 DECEMBRE 2004 ET N°CP/1044-15 DU 19 NOVEMBRE 2015
RELATIVES A LA MISE A DISPOSITION DE L'IMMEUBLE « ANCIEN PALAIS DE JUSTICE »
RÉSILIATION DE LA CONVENTION DU 11 FEVRIER 2005
ABANDON DU PRINCIPE DE CESSION**

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la délibération du Département de la Martinique n° CP/1375-04 du 16 décembre 2004 autorisant la mise à disposition de l'ancien Palais de Justice au profit de la Ville de Fort-de-France ;

Vu la délibération du Département de la Martinique n° CP/1044-15 du 19 novembre 2015 portant mise à disposition de l'ancien Palais de Justice sis place de la légitime défense à Fort-de-France - avenant à la convention ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT DE FRANCE CEDEX

Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Vu la convention de mise à disposition en date du 11 février 2005 au profit de la Ville de Fort-de-France ;
Vu la lettre du 23 janvier 2015 par laquelle la Ville de Fort-de-France a sollicité la mise à disposition de l'immeuble précité au profit d'autres personnes publiques, dans le cadre de son projet d'intégration du Musée Régional Contemporains dans ses locaux ;
Vu le courrier du 15 septembre 2016 par lequel la Ville de Fort-de-France a sollicité de la Collectivité Territoriale de Martinique, la mise à disposition de l'immeuble au profit de personnes morales et non plus seulement de personnes publiques ;
Vu la note de la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux en date du 13 novembre 2017 précisant que la convention de mise à disposition ayant un caractère précaire et révocable peut être dénoncée par une nouvelle délibération ;
Vu les courriers des 20 décembre 2017 et 18 décembre 2018 par lesquels la Collectivité Territoriale de Martinique informe la Ville qu'elle n'envisage plus le maintien de cette mise à disposition, souhaitant initier de nouveaux projets autour du bâtiment ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Considérant le projet de la Collectivité Territoriale de Martinique d'installation, sur ce site, du Musée d'Arts Contemporains de Martinique ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisé le retrait des délibérations du Département de la Martinique n ° CP/1375-04 du 16 décembre 2004 et n°CP/1044-15 du 19 novembre 2015, relatives à la mise à disposition de la Ville de Fort-de-France, de l'immeuble « ancien Palais de Justice » sis place de la légitime défense à Fort-de-France.

ARTICLE 2 : Est autorisée la résiliation de la convention de mise à disposition en date du 11 février 2005 au profit de la Ville de Fort-de-France.

ARTICLE 3 : Est autorisé l'abandon du principe de la cession de l'immeuble « ancien Palais de Justice » à la Ville de Fort-de-France.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et tout prendre toute disposition nécessaire à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 5 : Le Président du Conseil Exécutif de Martinique est autorisé à procéder, par arrêté-délibéré en Conseil Exécutif, aux ajustements nécessaires à l'application de la présente délibération.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 7 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à la majorité des suffrages exprimés avec 24 voix pour et 10 voix contre, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-212-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : -- 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-212-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LE GROUPEMENT ANTILLES PROTECTION SARL/ANTILLES TELESURVEILLANCE SARL/ANTILLES INTERVENTION SARL ET LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE RELATIVE A DES PRESTATIONS DE GARDIENNAGE DES LOCAUX DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres le 5 décembre 2018 ;

Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle entre le groupement ANTILLES PROTECTION SARL/ANTILLES TELESURVEILLANCE SARL/ ANTILLES INTERVENTION SARL et la Collectivité Territoriale de Martinique, pour le règlement de factures d'un montant total de deux cent quatre-vingt-treize mille cent huit euros quarante deux centimes (293 108,42 €) TTC, inhérentes à des prestations de gardiennage des locaux de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 2 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 930 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 4 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

Marie-France TOUL





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-213-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE :

- 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-213-1

PORTANT PASSATION D'UNE CONVENTION TRANSACTIONNELLE ENTRE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE ET L'ENTREPRISE AQUADOM INGENIERIE POUR DES PRESTATIONS RÉALISÉES

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;
Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2017-PAM-11 du 11 août 2017 portant délégation de fonction à Monsieur Yan MONPLAISIR, Madame Marie-France TOUL et Monsieur Denis LOUIS-REGIS, Vice-présidents de l'Assemblée de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTE, conseiller exécutif en charge des infrastructures et réseaux numériques et de la formation professionnelle ;
Vu l'avis émis par la commission d'appel d'offres du 5 décembre 2018 ;
Vu l'avis émis conjointement par la commission finances, programmation budgétaire et fiscalité et la commission développement économique et tourisme le 7 mai 2019 ;
Vu l'avis émis par la commission BTP, équipement réseaux numériques le 10 mai 2019 ;

Considérant les prestations réalisées par l'entreprise AQUADOM INGENIERIE, sans commande préalablement établie, sur le patrimoine de la Collectivité territoriale de Martinique ;
Considérant que la transaction permet à la Collectivité Territoriale de Martinique et à l'entreprise AQUADOM INGENIERIE de solder amiablement et définitivement le différend qui les oppose ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : Est autorisée la passation d'une convention transactionnelle avec l'entreprise AQUADOM INGENIERIE, ayant pour objet le dédommagement de prestations de plomberie et de dévoiement de réseaux réalisées.

ARTICLE 2 : L'entreprise AQUADOM INGENIERIE perçoit, selon les modalités fixées dans la convention transactionnelle, une indemnité d'un montant de trente-huit mille euros (soit 38 000 €).

ARTICLE 3 : La dépense correspondante est imputée au chapitre 900 du budget de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 4 : Mandat est donné au Président du Conseil Exécutif de Martinique pour signer tout acte et prendre toute disposition nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 5 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 6 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique

É.

Mario-France TOUL



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-214-1-DE
Date de télétransmission : 15/07/2019
Date de réception préfecture : 15/07/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 15 JUIL. 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-214-1

PORTANT PRÉSENTATION DU COMPTE-RENDU DE L'EXERCICE DE LA DÉLÉGATION DONNÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL EXÉCUTIF DE MARTINIQUE EN MATIÈRE DE MARCHÉS PUBLICS ET D'ACCORDS-CADRES POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1^{ER} JANVIER 2019 AU 25 AVRIL 2019

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs Lucien ADENET, Richard BARTHELERY, Christiane BAURAS, Michelle BONNAIRE, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Jean-Claude DUVERGER, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Claude BELLUNE, Kora BERNABE (procuration à Claude BELLUNE), Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Joachim BOUQUETY, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL (procuration à Manuella CLEM-BERTHOLO), Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR (procuration à Stéphanie NORCA), Diane MONTROSE (procuration à Karine MOUSSEAU), Justin PAMPHILE, Lucien RANGON (procuration à Marius NARCISSOT), Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN (procuration à Johnny HAJJAR), David ZOBDA.

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection du Conseil Exécutif de Martinique et de son Président ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°16-3-1 du 05 janvier 2016, donnant délégation générale de l'Assemblée de Martinique au Président du Conseil Exécutif de Martinique, aux fins de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Monsieur Daniel MARIE-SAINTÉ, Conseiller exécutif en charge des Infrastructures et Réseaux numériques et de la Formation professionnelle ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIt :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la présentation du compte-rendu de l'exercice de la délégation donnée au Président du Conseil Exécutif de Martinique, en matière de marchés publics et d'accords-cadres, portant sur la période allant du 1^{er} janvier 2019 au 25 avril 2019.

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Accusé de réception en préfecture
972-200055507-20190521-19-216-1-DE
Date de télétransmission : 04/06/2019
Date de réception préfecture : 04/06/2019

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : - 4 JUIN 2019

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N°19-216-1

MOTION DES ELUS DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE RELATIVE A LA CONSULTATION POUR L'ADOPTION D'UN DRAPEAU ET D'UN HYMNE MARTINIQUAIS

L'An deux mille dix-neuf, le vingt-et-un mai, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ETAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs Richard BARTHELERY, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Jean-Claude DUVERGER, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Michelle MONROSE, Jean-Philippe NILOR, Maryse PLANTIN, Patricia TELLE, Marie-France TOUL.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Claude BELLUNE, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA (procuration à Denis LOUIS-REGIS), Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Marie-Thérèse CASIMIRIUS (procuration à Jean-Claude DUVERGER), Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE (procuration à Michelle MONROSE), Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT (procuration à Fred LORDINOT), Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Eugène LARCHER (procuration à Claude LISE), Lucie LEBRAVE (procuration à Patricia TELLE), Marie-Line LESDEMA, Raphaël MARTINE (procuration à Richard BARTHELERY), Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Lucien RANGON, Nadine RENARD (procuration à Charles JOSEPH-ANGELIQUE), Daniel ROBIN (procuration à Félix CATHERINE), Sandrine SAINT-AIME (procuration à Maryse PLANTIN), Louise TELLE (procuration à Jean-Philippe NILOR), Marie-Frantz TINOT, Sandra VALENTIN, David ZOBDA.

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique, réunis en séance plénière le 21 mai 2019,

CONSIDERANT que, de la décision de lancer « une consultation devant mener à l'adoption d'un hymne et d'un drapeau pour la Martinique » jusqu'au dévoilement public des résultats, l'Assemblée de Martinique n'a jamais été consultée ;

CONSIDERANT que le règlement de cette consultation, en accordant au Président du Conseil Exécutif de Martinique (PCE) le pouvoir de déterminer de manière unilatérale la composition de la commission de sélection et de « procéder librement au choix final » mais aussi en excluant explicitement toutes les œuvres préexistantes, ne portait pas en son sein la garantie d'un choix démocratique, transparent et ouvert au plus grand nombre ;

CONSIDERANT qu'un drapeau est le fruit d'une histoire partagée et non le résultat d'un concours expéditif d'œuvres artistiques aussi respectables soient-elles ;


CONSIDERANT qu'un fanion présenté à la population comme ayant pour seul objet « d'accompagner nos sportifs et nos artistes à l'international » n'a pas vocation à être arboré au fronton de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM) ni d'aucun bâtiment public ;

REGRETTENT que le manque de concertation de la démarche ait entraîné encore plus de division et de confusion en Martinique alors que la fonction d'un symbole identitaire comme un drapeau ou un hymne est de rassembler et d'unifier un peuple.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, 2 élus ne prenant pas part au vote, en sa séance publique des 16, 17 et 21 mai 2019.



Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL